



Integration

No. 011

A VOTRE SERVICE

GRATUIT

EDITORIAL

Gardez votre argent

Au Cameroun, les prisons sont si pleines que l'on ne met pas plus de dix graines de maïs et de haricot bouillis dans l'assiette de chaque géolier.

Au Cameroun, des petits enfants doivent, à des endroits, s'asseoir sur de la poussière dans des enclos ordures pourtant désigner d'écoles.

Au Cameroun les rues, la nuit, sont pleines de ces petites filles affamées prenant pour planche de salut la prostitution pour donner de beaux jours à l'épidémie du SIDA.

Au Cameroun, il y a un chômage fou qui inculque à toute la jeunesse l'ivresse de partir gonfler le lot d'immigrés en Europe et ailleurs.

Au Cameroun, il y a ces paysans qui pleurent leurs terres que les chinois jouant la mafia avec le gouvernement, arrachent.

Entre autres.

L'Union Européenne ferme les yeux sur ces misères. Elle vient de débloquer un bon pactole pour faire fleurir la très montante communauté homosexuelle. On pourrait bien y voir comme la communauté internationale dans son rôle d'implémentation en Afrique de quoi –qui-lui-plaise a plus d'un tour dans la poche.

Dans un pays où de rares voix sortent du "nkoutcha" pour demander où est la loi pour sanctionner cette mafia qui a fait de l'homosexualité le nouveau sésame pour tenir une carrière dans l'administration, la politique, les affaires. Où est la loi pour tant de foyers brisés, de vies parfois arrachées? Où est la loi face aux viols et harcèlement sexuels des homo camerounais? Le Ministre camerounais des relations extérieures qui présentait l'indignation de son gouvernement au représentant de l'Union Européenne pouvait certainement dire mieux que du respect des traditions ancestrales.

La redaction

PRESIDENTS MANQUÉS D'AFRIQUE



Cellou Dalein Diallo de Guinée



George weah du Liberia



Andre Mba Obame du Gabon

L'INVITE

Dr DANIEL MENGARA: "La crise ivoirienne a eu l'énorme avantage d'ouvrir une bonne fois pour toutes les yeux des Africains sur la duplicité des occidentaux, qui continuent à prendre les Africains pour des enfants"

Ce citoyen gabonais professeur d'université, écrivain et homme politique de notoriété vivant dans l'état du New Jersey nous parle des derniers événements politiques dans son pays et en Côte d'Ivoire.

Intégration:

André Mba Obame, le secrétaire général de l'Union Nationale (UN) vient de rentrer à Libreville après un séjour de cinq mois à l'étranger. Etes-vous d'accord avec ceux qui le présentent désormais comme "le président réélu du Gabon" et, lui demandent de prendre la direction effective du pays des mains de Ali Bongo?

Dr. Daniel Mengara:

Vous me posez là une question complexe. Et, par conséquent, la réponse ne peut être que complexe. Je répondrai donc à la fois « oui » et « non ». Je commencerais par dire que, en politique comme dans tous les autres domaines de la vie, il faut savoir ce qu'on veut. C'est soit on se bat pour les principes, soit on se bat pour le pouvoir. Malheureusement en Afrique, les opposants ont tendance à se battre pour le pouvoir, mais sans offrir de vision sur les principes qui fondent et consolident les nations qui ont pour vocation de devenir de grandes nations. Parfois, j'ai l'impression que nos opposants veulent une chose et son contraire en même temps. Vouloir une chose et son contraire est un signe d'incohérence, et donc de manque de vision politique. Dans le cas du Gabon, si on part du point de vue que les conditions qui ont mené à l'organisation des élections présidentielles d'août 2009 au Gabon sont illégales et illégitimes, alors Mba Obame ne peut revendiquer une victoire et encore moins un pouvoir basés sur un socle illégitime. La bataille de l'opposition, dans ce cas, devrait être de forcer la légitimité en se battant pour les principes, c'est-à-dire une vraie réforme constitutionnelle à même d'établir de manière définitive des contours démocratiques pour la nation gabonaise qui découlassent d'un vrai consensus national sur la Constitution et la manière dont les Gabonais veulent être dirigés. Cela suppose la possibilité

de faire annuler le résultat de 2009 et de repartir à de nouvelles élections qui soient de nature à établir la légitimité de la personne qui, dès lors, dirigera le Gabon. Je dis donc « non » parce que, sur les principes, tout le monde a « zéro » au Gabon. Par contre, si on part du point de vue qu'il n'y a aucun moyen arithmétique ni sociologique ni politique par lequel un Bongo pourrait gagner une élection transparente au Gabon, alors on doit toujours baser son analyse sur le constat que toute déclaration de victoire par un Bongo au Gabon est forcément une fraude. Ce n'est que dans cette logique que Mba Obame ou n'importe lequel des têtes de file de l'opposition peut revendiquer la victoire, et donc le pouvoir. Malheureusement, le fait que les deux têtes de



Dr Daniel Mengara

file que sont Pierre Mamboundou et André Mba Obame n'aient pas pu s'entendre en septembre 2009 et aient continué à se proclamer vainqueurs chacun de son côté a fait le jeu d'Ali Bongo. C'est cela, le vrai drame du Gabon. Ces deux opposants ont tout simplement donné le pouvoir sur un plateau d'argent à Ali Bongo. A mes yeux, ce sont eux qui ont fait le coup d'état électoral aux Gabonais.

Intégration:

Réagissant au documentaire «Françafrique, 50 années sous le sceau du secret» de Patrick Benquet dans lequel André Mba Obame est donné

vainqueur de la dernière présidentielle avec 42% des suffrages, Ali Bongo avance entre autres qu'il a été reconnu par la communauté internationale et qu'il a été reçu déjà par des dirigeants des grandes puissances. Quelles chances croyez-vous qu'il reste à la démarche de récupération du pouvoir de André Mba Obame?

Dr. Daniel Mengara:

Tout est possible quand on est une opposition qui sait ce qu'elle veut. J'ai cependant des doutes quant à la capacité de Mba Obame à défendre le vote des Gabonais et à assurer cette récupération du pouvoir dont vous parlez. Il faut être logique. Un opposant qui est sûr de sa victoire n'attend pas un an dans le silence, la démobilisation et l'inaction, et encore moins que sorte un documentaire, pour se battre pour sa victoire. Un opposant qui est sûr de sa victoire n'accepte pas non plus qu'un imposteur lui vole cette victoire. Le problème de André Mba Obame est que, quand il a fallu justement revendiquer avec force sa victoire, il a choisi de faire, sur ce point, l'école buissonnière en allant se terrer dans son village de Medouneu pour, soit disant, faire une grève de la faim. Depuis quand revendique-t-on les victoires électorales avec des grèves de la faim en Afrique ? Cela ne fait pas sérieux du tout, surtout que, pendant ce temps, Ali Bongo, lui, s'affirmait comme le nouveau dirigeant du Gabon. De septembre 2009 à l'intronisation d'Ali Bongo en octobre de la même année, le pouvoir était encore, comme on le dit chez nous, « par terre ». Ce pouvoir n'appartenait encore à personne. N'importe lequel des chefs de file de l'opposition aurait pu le revendiquer et l'obtenir avec un minimum de tact politique et de détermination. Or, nos opposants ont tout simplement baissé la queue et laissé Ali Bongo s'établir en président illégitime. Je ne crois donc pas que Mba Obame soit capable. C'est en septembre 2009

qu'il fallait se battre et non en janvier 2011. Le fait de s'accrocher à la parution d'un documentaire ou à l'affaire ivoirienne pour se battre au Gabon est un signe patent d'improvisation. Car la question est la suivante : qu'aurait fait Mba Obame si le documentaire sur la Françafrique n'avait pas paru ? Qu'aurait-il fait s'il n'y avait pas eu crise en Côte d'Ivoire pour établir les parallèles ? Sur ce point, les Ivoiriens ont raison de dire que la Côte d'Ivoire, ce n'est pas le Gabon. En Côte d'Ivoire, ils se battent et savent se battre pour leur dignité. Au Gabon, on fait des grèves de la faim. C'est désolant et c'est cela le signe de l'amateurisme politique qui a laissé Ali Bongo s'installer au pouvoir. Il demeure que, à mes yeux, les justifications avancées par Ali Bongo relèvent de la mythomanie. Ali Bongo, comme tous les dictateurs, se nourrit de fantasmes et croit tromper son monde. Personne au sein de la communauté internationale n'ignore les conditions dans lesquelles il s'est imposé aux Gabonais. Les informations données par Wikileaks, le documentaire de Patrick Benquet, la pratique politique au Gabon et la simple logique sont autant d'indications démontrant que nous avons au Gabon un pouvoir illégitime. Mais que peut faire la communauté internationale quand l'opposition gabonaise est elle-même incapable de revendiquer sa victoire ? On ne fait pas tomber un régime avec un documentaire. On fait tomber un régime en le combattant directement et avec détermination. A ce devoir de lutte, Mba Obame a cruellement failli et il n'y a rien qui me démontrât une démarche gagnante de la part de l'opposition gabonaise actuelle. Voilà pourquoi l'action de Mba Obame, qui est avant tout une action circonstancielle et non planifiée, s'estompera d'ici quelques mois. Le Gabon a besoin d'une nouvelle forme d'opposition, plus déterminée, basée sur des approches insurrectionnelles et une idéologie de prise de pouvoir qui soit inviolable.

Intégration:

La crise politique qui sévit actuellement en Côte d'Ivoire est l'une des motivations dans la démarche de André Mba Obame et du reste de l'opposition gabonaise. Mais Ali Bongo quant à lui est catégorique que

il n'ya aucune similarité entre le Gabon et la Côte d'Ivoire. A t-il raison?

Dr. Daniel Mengara:

Ali Bongo se trompe. Au Gabon comme en Côte d'Ivoire, une Cour constitutionnelle à la solde du pouvoir en place a permis un coup d'état électoral à un homme incapable de gagner autrement que par le dictat. La dynastie des Bongo au Gabon s'explique justement par cette incapacité car la Constitution du Gabon a été construite à la mesure des Bongo. De père en fils, ils n'ont pu gagner que par la fraude électorale. En fait, la situation du Gabon est pire car, en Côte d'Ivoire au moins, le processus électoral était tellement transparent et bien organisé que Gbagbo n'a pas pu empêcher la victoire de Ouattara, ce qui ne lui a laissé aucun autre recours que le coup de force. Les réalités ne sont donc pas les mêmes. Au Gabon, l'armée, le parlement, la Cour constitutionnelle et la Commission électorale sont des institutions au service des Bongo. Dès lors que le jeu constitutionnel et électoral est faussé dès le départ, et que l'on est forcé de constater qu'au Gabon comme en Côte d'Ivoire, ce sont des cours constitutionnelles manipulées qui ont intronisé des présidents illégitimes, la situation est exactement la même. Notre problème au Gabon est que, contrairement à la Côte d'Ivoire, nous avons une opposition incapable qui a laissé s'installer l'arbitraire des Bongo. Ali Bongo n'est au pouvoir aujourd'hui que parce que des opposants comme André Mba Obame et Pierre Mamboundou ont été incapables de faire ce que Ouattara et Bédié ont fait en Côte d'Ivoire, c'est-à-dire revendiquer avec force et fracas la victoire d'une seule personne et se battre autour de cette personne. La démarche actuelle de Mba Obame n'est donc pas une démarche conséquente car trop improvisée et trop dépendante de circonstances qui échappent à son contrôle. Un opposant digne de ce nom n'attend pas que dans un autre pays une situation similaire se passe pour commencer à revendiquer la victoire du peuple dans son pays. Il ne laisse pas non plus un an au dictateur avant de revendiquer le pouvoir. Cela montre, en fait, que Mba Obame n'a jamais eu de stratégie de prise de pouvoir s'il a fallu qu'il attende que les Ivoir-

L'INVITE

iens lui montrent la voie à suivre ou qu'un documentaire le proclamant victorieux sorte en France. On peut donc supposer que sans ces deux éléments, Mba Obame aurait continué à se terrer dans de faux-semblants qui montrent en fait une incapacité à s'organiser pour une prise de pouvoir effective au Gabon. Le Gabon, pour changer, a tout simplement besoin d'une insurrection. Je ne crois pas Mba Obame capable d'organiser la révolution au Gabon. Il est trop mou et, probablement, trop compromis dans ses rapports personnels avec les Bongo pour être une alternative crédible. Il ne peut pas être le moteur du changement au Gabon.

Intégration:

Ceux qui ont salué l'élection de Ali Bongo hier sont les mêmes qui crient haro contre Laurent Bgagbo. La communauté internationale est prise à son propre piège?

Dr. Daniel Mengara:

Absolument. La crise ivoirienne a eu l'énorme avantage d'ouvrir une bonne fois pour toutes les yeux des Africains sur la duplicité des occidentaux, qui continuent à prendre les Africains pour des enfants. Voilà pourquoi je pense que, malgré l'acte intolérable de Gbagbo, les Africains doivent soutenir son combat et tout faire pour que Gbagbo reste au pouvoir tant que la communauté internationale n'aura pas clarifié sa position sur la démocratie en Afrique. Ce soutien ne serait pas un soutien à l'acte de Gbagbo, car cet acte est inacceptable, mais un soutien à la souveraineté de la Côte d'Ivoire, qui devient, pour tous les Africains, le front de la nouvelle lutte pour l'autodétermination des Africains. L'occident semble nous montrer ici qu'ils ne traitent pas équitablement les dictatures en Afrique. Ils sont prêts à accepter et soutenir les dictateurs qui font leur jeu et à rejeter les dictateurs qu'ils n'ont pas mis au pouvoir. Cette situation doit cesser. On ne peut pas comprendre que cette communauté internationale, qui est en fait sous l'influence des occidentaux, se soit insurgée avec autant de passion contre l'acte de Gbagbo, mais qu'elle ait totalement ignoré les coups d'état électoraux perpétrés par des dictateurs invétérés dans des élections encore fraîches comme au Gabon,

au Congo Barzaville, au Togo, au Burkina Faso, en Guinée, et j'en passe. Le silence gardé sur ces cas pourtant avérés de victoires frauduleuses remet totalement en cause la sincérité des occidentaux quant au cas ivoirien. Voilà pourquoi je souhaiterais voir les Africains s'organiser sur deux plans principaux : d'une part, soutenir Gbagbo par tous les moyens, y compris organiser des charters d'Africains sur la Côte d'Ivoire, de manière à amener un million d'Africains à camper devant le palais présidentiel ivoirien pour empêcher toute attaque militaire contre Gbagbo ; d'autre part, exiger de l'ONU, de l'Union Européenne, de la France et des Etats-Unis une position claire, et donc la signature d'un moratorium par lequel ils remettraient en cause les pouvoirs illégitimes qui se sont imposés au Gabon, au Togo, au Burkina Faso, et demanderaient dans ce cas, soit le départ des dictateurs, soit de nouvelles élections. La règle pour les Africains, ou si vous voulez, le mot d'ordre, doit être que si Gbagbo doit partir, alors Ali Bongo aussi doit partir. Pareil pour tous les autres dictateurs récemment auto-proclamés au Togo, en Guinée, au Congo Brazza et j'en passe.

Intégration:

En juillet dernier, lorsque vous meniez une marche devant le Secrétariat d'Etat américain et une autre devant la Maison Blanche au motif que vous demandiez à Hilary Clinton de retirer des paroles élogieuses à l'endroit d'Ali Bongo qu'elle recevait en Mars dernier, n'étiez-vous pas au courant des révélations du documentaire de Patrick Banquet, qui dit que même les USA étaient au courant des fraudes électorales au Gabon, mais n'ont pas dénoncé?

Dr. Daniel Mengara:

On n'a pas besoin d'être sorcier, ou d'attendre le documentaire de Patrick Banquet, pour savoir qu'il y a eu fraude électorale au Gabon. Le but, justement, de nos marches de Juillet, puis d'août, et enfin septembre 2010, visait à cela : Nous SAVIONS qu'il y avait eu fraude électorale au Gabon et nous ne voulions pas voir les Etats-Unis contribuer au galvaudage de la destinée politique du Gabon. Et nous voulions rappeler à Mme Clinton que son propre Département d'Etat avait, dans

ses rapports annuels, conclu que le Gabon est un pays non seulement dirigé par une présidence trop forte, c'est-à-dire qui ne permet pas le juste équilibre des pouvoirs sur le plan des institutions, mais également vivant le dictat d'un régime qui ne permet pas aux Gabonais de choisir le leader qu'ils veulent. Il fallait donc rappeler à Hilary Clinton la contradiction dans laquelle elle s'enfonçait en allant faire les éloges d'un président autoproclamé alors que la réalité reconnue par son propre département d'état est toute autre. Le documentaire de Benquet et les révélations de Wikileaks ne font donc aujourd'hui que conforter mon combat pour une démocratie sans fards au Gabon, et partant, en Afrique. Je ne suis pas pour les « à peu près » politiques. La démocratie est un principe universel qui s'applique aussi bien aux Blancs qu'aux Noirs. Je ne suis pas prêt à accepter que l'occident se moque de l'Afrique en pratiquant le « deux poids, deux mesures ». Les Africains doivent être capables eux aussi de décider de leur destinée en se choisissant les dirigeants qu'ils veulent et non les dirigeants imposés par l'occident.

Intégration:

En Côte d'Ivoire, les américains jouent leur carte ouvertement. Comment vous l'expliquez-vous?

Dr. Daniel Mengara:

Côté américain, j'y vois plus le fait de la naïveté d'Obama, qui, dans le cas ivoirien, ne contredit pas forcément ses principes clairement énoncés aux jeunes Africains en août 2010, principes par lesquels il déclarait vouloir soutenir les avancées démocratiques en Afrique. Gbagbo ayant organisé des élections plus ou moins transparentes, il convenait qu'Obama soutienne naturellement l'affirmation de la démocratie. On ne peut pas en dire autant des motivations de Nicolas Sarkozy qui, elles, sont celles d'un néo-colonisateur arrogant qui croit que l'Afrique anciennement colonisée par la France est une chasse gardée où ne peuvent diriger nos pays que les dictateurs choisis par la France. Quand un dictateur non choisi par la France s'impose, il faut l'enlever. La France montre, par le comportement de Sarkozy, que nos pays ne sont restés que des territoires français où l'ancienne métropole a

continué à faire la pluie et le beau temps. S'il y a, donc, une chose que les Africains doivent faire aujourd'hui, c'est tout simplement faire de la Côte d'Ivoire le symbole de la lutte pour une nouvelle indépendance, mais cette fois une indépendance totale, des colonies françaises que sont encore nos pays. Nous devons en finir avec la pratique française des « dictateurs choisis ». Et pour y arriver, il faut soutenir Gbagbo pour forcer la France et le reste de la communauté internationale à clarifier ses positions devant les situations similaires que nous avons connues au Gabon, au Togo, au Congo Brazza et ailleurs. Tant que cette clarification ne sera pas faite, les Africains ne doivent pas accepter le départ de Gbagbo, même si cela veut dire établir un cordon humain d'un million d'Africains autour de son palais pour que la communauté internationale soit obligée d'assassiner le million d'Africains pour enlever Gbagbo du pouvoir. Pour nous, c'est clair : si Gbagbo doit partir, alors Ali Bongo et tous les autres dictateurs doivent partir. Nous exigeons donc de l'ONU un moratorium sur la démocratie en Afrique qui soit applicable à toutes les dictatures et non pas juste à celles désignées comme acceptables ou inacceptables en fonction des intérêts occidentaux.

Intégration:

Le Président Barack Obama exige le départ de Laurent Bgagbo. On l'a aussi vu féliciter Alpha Conde en Guinée alors que son élection n'apparaît pas évidente aux yeux de certains observateurs. Quels commentaires faites vous de ces sorties du président américain?

Dr. Daniel Mengara:

Je fais le même commentaire que dans la question précédente. C'est le signe d'une certaine naïveté de Barack Obama, qui est très mal conseillé sur les questions africaines. La gourde faite par Hilary Clinton sur le cas du Gabon en 2010 en est la preuve. Cependant, ce n'est pas parce que le Président américain ou français ou chinois aura dit quelque chose que les Africains doivent l'accepter et courber l'échine. Il nous appartient de nous battre et de montrer notre détermination à ne pas accepter les leaders ou les présidents qui nous sont imposés de l'extérieur. Je crois que le problème fonda-

mental ne se trouve pas dans le fait qu'Obama ou Sarkozy ait dit ceci ou cela. La question est de savoir si les Africains sont capables de s'organiser pour fausser les desseins des occidentaux, quels qu'en soient les promoteurs. Il me semble que l'esprit panafricaniste n'est pas encore assez répandu en Afrique pour fausser les desseins occidentaux. Voyez comment Gbagbo se retrouve isolé alors que nous savons tous que son isolement est construit autour de faux-semblants. Pourtant, si dans chacun des pays où le vote des Africains a été tronqué s'exprimaient simultanément des soulèvements populaires coordonnés qui montreraient à Obama et Sarkozy que nous les Africains ne sommes plus prêts à accepter la duplicité de leurs approches en Afrique, je crois que nous aurons commencé à faire respecter nos choix, et donc à nous faire respecter. Mais, à chaque fois que nous attendons des occidentaux que ce soient eux qui viennent décider pour nous qui a gagné les élections chez nous, nous n'aurons pas le droit de nous plaindre. J'estime que le monde est avant tout un monde d'intérêts. Obama poursuit les intérêts du peuple américain, Sarkozy les intérêts du peuple français. Et nous, quels intérêts poursuivons-nous, et combien d'entre-nous sont prêts à mourir pour affirmer le droit à la souveraineté de nos pays ? C'est là, je pense, que doit s'accrocher la réflexion des Africains. Les peuples qui dominent aujourd'hui le monde sont ceux qui ont affirmé leur souveraineté au prix de gros sacrifices et de luttes. La révolution américaine et la révolution française, qui furent des événements très meurtriers, ont été à l'origine de la grandeur et de la dignité de ces pays. Jusqu'à quel niveau de sacrifice sommes-nous, en Afrique, prêts à aller pour affirmer la souveraineté, donc la grandeur de notre continent ? Voilà la vraie question qui se pose à nous, et qui déterminera notre capacité à abandonner l'infantilisme et les pleurnichements devant ce que les autres nous font et à commencer à défendre nos intérêts, quel qu'en soit le coût.

Intégration:

D'après vous, l'ONU et dans une certaine mesure le TPI ont ils droit d'intervenir dans des situations comme en Côte d'Ivoire?

L'INVITE

Dr. Daniel Mengara:

On ne peut s'opposer d'emblée ni dans l'absolu à l'intervention de la communauté internationale. Il reste quand-même dans toute communauté l'impératif d'assistance à personne en danger qui veut que votre voisin ou votre communauté puisse intervenir dans vos affaires dès lors qu'une telle intervention est basée sur des critères objectifs, comme sauver un peuple du génocide militaire par exemple. Le rôle de l'ONU reste essentiel pour le monde dès lors que l'ONU serait un instrument au service de tous et non de certains intérêts. Le problème de l'ONU et des autres institutions internationales est qu'elles ont tendance, ces derniers temps, à être instrumentalisées par les grandes puissances, ce qui fausse leur vocation première qui est non seulement de résoudre les conflits, mais aussi de les prévenir. Voilà pourquoi, quand il y a duplicité de la communauté internationale comme on le constate en Côte d'Ivoire, les Africains doivent s'organiser pour s'y opposer, y compris par des voies insurrectionnelles là où l'arbitraire prime. Par contre, dans des situations évidentes comme ce fut le cas en Sierra Léone, au Rwanda ou au Liberia, la communauté internationale a son rôle à jouer. Mais il faut que ce rôle tienne compte de ce que les Africains veulent et non de ce que les occidentaux veulent.

Intégration:

Laurent Gbagbo se dit victime d'un complot mené par la France et les USA. Le croyez-vous? Si oui, pour quel motif veut-on sa tête?

Dr. Daniel Mengara:

Un complot mené par la France, oui. Par les USA, je ne suis pas encore sûr. Cependant, comme je l'ai dit plus haut, complot ou pas complot, l'occasion est offerte aujourd'hui aux Africains d'utiliser la Côte d'Ivoire comme le nouveau front où se confrontent intérêts africains et intérêts occidentaux. A nous d'opposer une fin de non recevoir aux occidentaux quant à leurs desseins en Côte d'Ivoire. Gbagbo a certainement raison de parler de complot car ce qu'il a fait n'est pas, sur le fond, différent de ce que les autres dictateurs ont fait au Gabon, en Guinée, au Togo, etc. Or, c'est sur lui que

tout le monde s'acharne. Cet éveil de la communauté internationale sur les questions de démocratie en Afrique est donc douteux. Je crois que Gbagbo, au fond, se sait perdant et il aurait normalement quitté le pouvoir si, quelque part, il avait senti qu'on le traitait exactement comme on aurait traité les autres dictateurs. Il se trouve que sur ce plan, il n'y a pas traitement équitable des dictatures. Voilà pourquoi, sans excuser l'acte de Gbagbo, nous devons le soutenir et nous battre avec lui pour dire que si Gbagbo doit partir, alors les autres dictateurs doivent également partir. L'Afrique francophone, je pense, a une chance de se libérer du dictat de la France avec Gbagbo, mais cela va demander un véritable génie politique et une grosse dose d'unité pour que nous Africains sortions gagnants de cette situation. D'où l'importance de lier le cas Gbagbo à celui des autres dictateurs. Gbagbo ne doit pas partir tant que n'est pas soulevée la question des autres dictateurs.

Intégration:

Croyez-vous que l'on puisse obtenir la transition du pouvoir en Afrique sans le coup de force ou de pouce de la communauté internationale?

Dr. Daniel Mengara:

Oui et non. « Oui », si nos opposants et nos peuples comprennent que la souveraineté des peuples a un prix et qu'il faut parfois être prêt à payer ce prix. « Non » si nous ne comprenons pas qu'il y a un prix à payer. Les grandes nations du monde ne se sont pas construites sur le miracle. La révolution française était un fait très sanglant par lequel, pour affirmer les idéaux de la démocratie et des droits humains, les citoyens français ont dû décapiter leurs rois et se défaire des ennemis de la démocratie. Parfois, pour arriver à la liberté, il faut passer par des situations insurrectionnelles par lesquelles les peuples se décident à s'opposer par la force à leurs bourreaux, qu'ils soient intérieurs ou extérieurs. Ces principes et ce droit des peuples à se libérer de leurs bourreaux sont inscrits noir sur blanc dans la déclaration d'indépendance des Etats-Unis de 1776 ; ils sont aussi inscrits dans les déclarations françaises des droits de l'homme et du Citoyen de 1789 et 1793.

Pourquoi les Américains et les Français auraient-ils le droit de se battre pour leur liberté et pas nous Africains ? Moi je dis qu'il nous faut mettre en face des Français et des Américains ces principes et les mettre au défi de s'opposer au droit des peuples africains à appliquer ces mêmes principes, qui sont pourtant les principes fondateurs de leurs républiques. Je crois que les Africains doivent être prêts à mourir pour leur liberté. Mais pour y arriver, il faut que cela soit un acte collectif de tous les Africains. Aucun de nos pays ni aucun de nos peuples morcelés par les frontières coloniales qui nous divisent encore ne peut le faire en isolé. Cela demande une action conjuguée de tous. Le jour où cela arrivera, je ne vois pas quelle nation occidentale pourra interminablement s'opposer à ces aspirations, sauf s'ils sont prêts à tuer tous les Africains. Notre problème à nous les Nègres est que nous avons toujours courbé l'échine. On vient chez nous nous vendre comme des esclaves, nous courbons l'échine. On vient nous coloniser, nous laissons faire. On nous impose des « dictateurs choisis » et nous sommes encore les premiers à aller demander à nos bourreaux de nous aider à nous en débarrasser. Il faut en finir avec l'infantilisme.

Intégration:

Comment réagissez-vous à la démarche de la CDEAO dont on dit peaufiner un plan pour renverser Laurent Gbagbo?

Dr. Daniel Mengara:

C'est un plan insensé. D'abord parce que je ne vois pas le principe sur lequel la CEDEAO se base pour fomenter une guerre contre Gbagbo. On a du mal à comprendre comment des dictateurs peuvent aller faire la guerre à un autre dictateur pour imposer une démocratie qu'ils ne pratiquent pas chez eux. Ensuite parce que la guerre n'est pas une option viable dans le cas précis de la Côte d'Ivoire. La crise ivoirienne est trop complexe pour qu'on puisse penser la régler par une simple guerre qui, de surcroît, va non seulement coûter inutilement des milliers de vies humaines, mais rendre la Côte d'Ivoire politiquement instable en permanence. Je pense qu'aujourd'hui ni Gbagbo

ni Ouattara ne pourront diriger la Côte d'Ivoire sans instabilité. Voilà pourquoi ma solution serait d'annuler cette élection et de renvoyer dos à dos les deux adversaires. Mais ceci faisant, il faut, avant toute nouvelle élection, revoir la Constitution ivoirienne dans le cadre d'une conférence nationale souveraine qui redéfinira les contours de la pratique démocratique dans ce pays, notamment par la réduction des pouvoirs de la présidence de la République, l'affirmation d'une vraie indépendance du Conseil constitutionnel, du parlement et de la Commission électorale, de manière à garantir la légitimité des élections futures. Sans cette annulation et cette réforme, je ne vois pas comment la Côte d'Ivoire pourra échapper à une instabilité chronique. Une guerre est, dans ce contexte, une option à totalement bannir.

Intégration:

Et pendant ce temps l'on entend déjà des voix en France indexant les américains d'être les auteurs du drame ivoirien? On peut parler d'une sortie en douceur maintenant que les africains sont aux prises entre eux?

Dr. Daniel Mengara:

Il nous faut faire attention à la confusion organisée que certains veulent établir pour justement fausser les pistes. Rendre les Américains responsables du drame ivoirien, c'est ignorer l'origine de la crise ivoirienne qui remonte au lendemain de la mort d'Houphouët-Boigny et du régime xénophobe de Henri Konan Bédié qui avait cru bon de faire de « l'ivoirité » la formule gagnante de son régime. Depuis, ce concept, que chacun des régimes suivants a adopté, a empoisonné le climat politique ivoirien, nous amenant inexorablement à une guerre civile dont les conséquences continuent à hanter les Ivoiriens aujourd'hui. Il faut donc que l'amalgame ne soit pas fait sur ce que les Américains font aujourd'hui et le rôle particulier des Français, qui n'ont pas les mêmes motivations sur cette crise que les Américains. Le problème, c'est justement quand les Africains laissent les décisions occidentales les dresser les uns contre les autres. Je pense que tout le travail à faire par les Africains se trouve à ce niveau. Il nous faut être capables de prendre en nos propres mains nos desti-

nées et la Côte d'Ivoire nous offre aujourd'hui l'opportunité d'une telle reprise en mains. Le débat sur la Côte d'Ivoire doit être élargi à toute l'Afrique pour que se pose, pour tout le continent, les bonnes questions, notamment : qu'est-ce qui est différent en Côte d'Ivoire et qu'est-ce que Gbagbo a fait qui est différent de ce qu'Ali Bongo a fait au Gabon ou que Faure Gnassingbé a fait au Togo ? Si nous pouvons amener, voire forcer, la communauté internationale à répondre à cette question, nous aurons fait un grand pas vers l'affirmation de la dignité africaine.

Intégration:

Plus que jamais vous dites : "papa j'ai grandi"?

Dr. Daniel Mengara:

Absolument. La notion de « Papa J'ai Grandi » reste absolue car elle reflète le passage de l'état d'enfant à celui d'adulte. Un enfant qui a grandi ne laisse plus son papa prendre des décisions à sa place ou lui dire ce qu'il doit faire de sa vie. Ce que nous voyons en Côte d'Ivoire est, quelque part, le reflet de cette notion. La destinée politique de la Côte d'Ivoire doit-elle résulter d'une ingérence étrangère ou d'une entente entre Ivoiriens ? Je pense que Gbagbo et Ouattara sont capables de s'entendre sur la nécessité d'annuler cette élection et d'amener le pays à un consensus national nouveau autour des idéaux les plus partagés par les Ivoiriens. Le reste de l'Afrique peut profiter de ce débat pour reformuler, elle aussi, sa destinée à partir d'ententes nationales nouvelles découlant des seules aspirations des peuples. Mon message à l'Afrique est donc le suivant : « Grandissons ! ». Grandir c'est affirmer pour soi-même ce qu'on ne veut pas que quelqu'un d'autre décide à sa place. L'intérêt national exige donc que chacun de nos pays commence dès aujourd'hui un processus par lequel les citoyens décideront qu'ils n'accepteront plus qu'aucun arbitraire extérieur ou intérieur vienne dévoyer leurs aspirations à la dignité et au bonheur.

Propos par recueillis par :

Célestin Ngoa Balla

AFRIQUE: L'ONU recolonise l'Afrique



Pauvre Afrique, hier, on lui imposait ses dictateurs, aujourd'hui, on lui choisit ses "démocrates". Les rappeurs, ces Prévert des nouveaux temps, viennent d'inventer un néologisme qui fait fureur d'un bout à l'autre du continent : la démocrature.

Entendez, ce système hybride (le visage de la démocratie, le corps diabolique de la dictature) qui a le don de déchaîner les passions et d'ajouter à la confusion.

Qui a gagné les élections en Côte d'Ivoire, qui les a perdues en Guinée ? Cette question qui a l'air d'embraser l'univers n'a aucun sens dans les faubourgs de Conakry et d'Abidjan où, bon an, mal an, la vie politique n'aura jamais qu'un seul régime, la disette, et une seule loi : "tout ce qui n'est pas obligatoire est interdit", pour reprendre le fameux mot de Léon Campo. Là-bas, on préfère d'expérience les mauvaises élections aux guerres civiles bien réussies. Mieux vaut encore Bokassa et Mobutu que les drames du Liberia ou de la Sierra Leone ! La bête humaine s'habitue à l'enfer du despotisme, certainement pas aux massacres à la rwandaise !

Or, les démons de la violence et de la haine hantent à nouveau la Côte d'Ivoire. Comme en 2000, le pays va se couper en deux, il va brûler comme une paille, plus rien ne peut l'empêcher. La faute à qui ? Au monde entier et d'abord et avant tout à cette fameuse communauté internationale qui n'est jamais mieux dans son rôle que quand elle rallume les incendies qu'elle est censée éteindre.

dre.

Formellement, ce "machin" derrière lequel se cachent les grosses griffes des Etats-Unis et de l'Union européenne ne pèse pas plus que le poids d'un arbitre. Son rôle se limite à prévenir les conflits et à proposer une solution négociée lorsque ceux-ci s'avèrent inévitables. Aucune circonstance exceptionnelle ne lui permet de déborder de ce cadre-là. C'est du moins ce que croyaient les néophytes, les sorciers de la diplomatie, eux ne manquant jamais d'arguments pour justifier l'injustifiable.

Disons-le clairement : l'ONU n'a pas à décider qui est élu et qui ne l'est pas à la tête d'un pays (le cas ivoirien compte peu en l'occurrence). Le faisant, elle outrepassse ses droits, ce qui lui arrive de plus en plus. Au point que derrière le langage feutré de ses diplomates, on distingue des bruits de bottes coloniales. A la manière dont Barack Obama, Nicolas Sarkozy ou Ban Ki-moon, traite ce pauvre Laurent Gbagbo, on croit revoir Gosier-d'Oiseau (célèbre personnage du Vieux nègre et la médaille, roman du Camerounais Ferdinand Oyono) transpirer sous son casque en engueulant ses nègres dans une plantation d'Oubangui-Chari.

Nous ne soutenons pas

Laurent Gbagbo, nous nous contentons de rappeler un principe. D'ailleurs, le pestiféré d'Abidjan n'a pas besoin de notre soutien : l'arrogance des chancelleries et l'hystérie des médias travaillent pour lui. La diabolisation dont il est l'objet a fini par le rendre sympathique aux yeux de ses pires détracteurs. "A force de jeter une grenouille de plus en plus loin, on finit par la jeter dans une mare", dit un proverbe peul...

Nous ne contestons pas non plus l'élection d'Alassane Ouattara (nous sommes même convaincus que psychologiquement et techniquement, il est mieux outillé que n'importe lequel de ses concurrents pour gouverner). Nous disons simplement que le rôle de la communauté internationale ne revient pas à prendre des positions partisans et à se répandre en déclarations intempestives encore moins dans une situation aussi explosive que celle de la Côte d'Ivoire. Pourquoi le défi et la menace du canon là où la discrétion, la ruse, la prudence et le tact bref, l'art de la diplomatie, auraient suffi ?

Nous n'allons pas apprendre à des géopoliticiens de métier que la Côte d'Ivoire est la pierre angulaire de la sous-région et que, si elle sombre, elle risquerait d'entraîner ses voisins, alors que la Guinée tente une périlleuse expérience démocratique et que Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI) a déjà ses sanctuaires au Burkina Faso et au Mali. La situation paraît d'autant inquiétante qu'il plane sur la région un "non-dit" tribal lourd de menaces pour l'avenir : tout sauf un Dioula au pouvoir à Abidjan ; tout sauf un Peul au pouvoir à Conakry.

La Côte d'Ivoire mérite-t-elle de brûler pour les besoins des statistiques ou pour les beaux yeux de Laurent Gbagbo ou d'Alassane Ouattara ? Non, assurément non !

Henri Konan Bédié, Laurent Gbagbo, Alassane Ouattara,

où est la différence ? Ils forment le trio maléfique qui a ruiné le pays d'Houphouët-Boigny. A Bédié, le poison de l'ivoirité, à Ouattara, celui de la sécession, à Gbagbo celui de la confiscation du pouvoir. Chacun de ces caïds a montré combien il était prêt à sacrifier sa patrie au profit de son pouvoir personnel. De ce point de vue, ils n'ont rien d'exceptionnel.

La quasi-totalité des chefs d'Etat africains sont au pouvoir à la suite d'un putsch sanglant ou d'une élection truquée. Une loi non écrite permet à chacun de tuer, de voler et de tricher pour arriver au pouvoir. La nouveauté, ce sont les "scrupules" avec lesquels les grands de ce monde regardent cela. Congo, Rwanda, Somalie, jusqu'ici ils ont encouragé les trucages électoraux et les putschs et fermé les yeux sur les pires atrocités au gré de leurs intérêts. Et voilà que ces messieurs sont soudain pris d'un excès d'états d'âme !

Eh bien, s'ils sont devenus aussi vertueux qu'ils le prétendent, pourquoi ne vont-ils pas fouiller dans les cuisines électorales du Burkina, de la Tunisie ou de l'Egypte ? Sont-ils sûrs que les dynasties présidentielles du Gabon et du Togo sont sorties de la vérité des urnes ? Se seraient-ils comportés ainsi s'il s'était agi de l'Iran, de la Birmanie ou de la Chine ?

Ce raffut fait autour de Ouattara est tel qu'il en devient suspect. Que veut sauver la communauté internationale, à la fin : la Côte d'Ivoire ou un de ses protégés ? Ouattara et Gbagbo sont les loups-jumeaux de la politique ivoirienne : même teint, même sourire carnassier, même poids électoral (l'un contrôlant la Commission électorale et l'autre la Cour suprême). Il y a cependant entre eux une différence de taille : le carnet d'adresses. Dans le monde mesquin et corrompu qui est le nôtre, plus besoin de formule magique, ce joujou-là suffit à ouvrir les plus

secrets des sésames.

Ancien directeur adjoint du Fonds monétaire international (FMI), Ouattara se trouve au coeur du complexe réseau qui gouverne ce monde alors que, modeste professeur d'histoire, Gbagbo, hormis un bref exil à Paris, n'est jamais sorti de chez lui. Ce petit détail-là explique mieux que tout (les longs couplets sur la démocratie par exemple) pourquoi une simple élection africaine a pris une dimension mondiale. Le village global est bel et bien là : la planète des copains et des coquins ! Et ses lois s'appliquent partout aussi bien en Côte d'Ivoire que dans la Guinée voisine où, Alpha Condé, le président "élu" est un ami des présidents africains et un vieil habitué des ministères parisiens.

"Je ne me vois pas échouer cette élection", affirma le nouveau président guinéen au lendemain du premier tour alors qu'il accusait un retard de près de 25 points sur son concurrent. Il ne croyait pas si bien dire : l'élection fut prolongée de cinq mois, le temps sans doute que le "bon" candidat soit prêt avec à la clé, l'incendie de la Commission nationale électorale indépendante, les vols du fichier informatique, le tout suivi d'un véritable nettoyage ethnique. Il n'y eut aucune enquête et ces sourcilieux jurés de la communauté internationale n'y trouvèrent rien à redire. Comme pour confirmer ce que tout le monde savait déjà : pour être élu en Afrique, pas besoin de mouiller la chemise. Avec un peu de chance et quelques copains bien placés à l'ONU, à la Maison Blanche, à l'Elysée ou au Quai d'Orsay, vous êtes sûr de passer même à 18 %.

Tierno Monénémo, écrivain guinéen, Prix Renaudot 2008 pour "Le Roi de Kahel" (Seuil)

Dirty business

LES CAMEROUNAIS QUI FEY LEURS DIPLOMATES

Depuis un certain temps, le personnel de nos ambassades en Amérique du Nord est la cible des maîtres chanteurs. La police et de la justice américaine ont transformé la femania.

Dans les rues de Yaoundé, Douala, Bafoussam, Garoua et ailleurs au Cameroun, on les appelle "feymen". Eux ils vous disent être des Robin des Bois des temps modernes et version tropicale, car "prenant aux riches". Allure de dandy, un brin playboy, un brin intello, jeunes pour la plupart, ils appartiennent bel et bien à cette race qui a su ternir l'image du Cameroun sur le territoire américain depuis qu'ils y ont débarqué pour signer de multiples coups de vol et escroquerie. Leur tour de magie de prédilection? Prétendre multiplier des billets de dollars. Habillement ils choisissent des victimes. Celles-ci charmées à l'idée devenir millionnaires du jour au lendemain et sans verser une seule goûte de sueur leur apportent une somme importante d'argent parfois emprunté auprès d'amis. Une fois rendus sur le lieu des opérations, ils se livrent à une

pretigiditation dont la victime ne comprendra que longtemps après que son sac d'argent soit évanoui au même moment que les malfrats.

PIERRE EMMANUEL JALLA, âgé de 39, et JACKSON NTONE NDEMBA, âgé de 36 qui croupissent actuellement dans une prison quelque part dans le New Orleans peuvent être considérés actuellement comme les figures les plus représentatives de cette race de brigands. Jalla et Ndemba ne savaient pas qu'ils avaient à faire à un agent secret américain lorsqu'ils lui proposent de lui produire 120 000 dollars s'il leur déposait sur la main 60 000 dollars. Ils écotent respectivement de 33 et 18 mois d'emprisonnement ferme. Le Malheur de ces deux vient démontrer à quel point les temps sont devenus durs pour les feymen en Amérique. En réalité, on ne compte pas le nombre de feymen camero-

nais séjournant actuellement dans les prisons américaines. Et comme on pouvait s'y attendre, certains de ces feymen ont été tués "sur le champ de bataille".



Donatien: Un acteur ne meurt jamais

Faux agents du CENER

Depuis que les temps sont devenus durs sur les "pistes" américaines, les feymen camerounais ont changé la façon de jouer. En fait, ils ont changé de proie. Plutôt que de courir

encore dans les rues des cités américaines où la police et la loi et, pourquoi pas les gangs, les guettent, les malfrats écumement désormais les salons feutrés et les allées des représentations diplomatiques. Ils ciblent alors certaines figures du corps diplomatique qu'il soumettent à un chantage de répendre dans la presse des frasques avérées ou non. A moins de bénéficier d'une rançon. Pour être pris au sérieux, ces feymen posent sur la table des documents audio ou écrits. Abordant les diplomates de prime abord sous l'identité de jeunes dynamiques hommes d'affaires camerounais nouvellement arrivés aux USA pour davantage prospérer. Le patriotisme et militantisme zélé à Paul Biya qu'ils manifestent, tranche catégoriquement avec ce qui se sait du gros lot de la communauté camerounaise ici. Autant parler d'un tapis rouge tout trouvé. Une fois bien "installés" dans la maison, ils

commencent l'opération de chantage, en abordant une à une ses proies. Le coup mord d'autant plus qu'ils prétendent être des agents du CENER, le service secret camerounais infiltrés en Amérique.

Autant le dire, les représentations diplomatiques ne sont que la version en miniature du foyer de tensions et d'intrigues qui brûle au Cameroun. Les réseaux qui se déchirent pour être sous les bonnes grâces de Paul Biya ou pourquoi pas, pour prendre sa succession, n'épargnent pas les ambassades. D'où des fuites d'informations, de rapports en circulation qui finissent par tomber entre les mains des feymen qui en profitent pour se faire de l'argent. Bon trouvé...

Celestin Ngoa Balla

Justice sans frontière

UNION AFRICAINE ET USA SE DONNENT LA MAIN

Ceux qui commettent des coups de vols et autres larcins en Afrique puis trouvent le moyen de venir se réfugier aux USA ne sont plus du tout en sécurité. Une délégation de juristes américains venus rencontrer des responsables de l'Union Africaine au siège de l'Union Africaine à Adis Abebe (Ethiopie), ont en effet décidé de se donner la main pour traquer les hors la loi recherchés dans l'une ou l'autre des rives de l'Atlantique. Les deux parties se sont entendus pour partager des informations sur d'éventuels criminels et leurs mouvements. Cette collaboration judiciaire américano-africaine n'épargne aussi pas les administrateurs et hauts politiciens passés cham-

pions pour détourner les fonds de leurs pays et les déposer à l'étranger.

Avant même d'effectuer le voyage pour Addis Abeba, les américains ont frappé fort. Pas moins de 17 représentations diplomatiques africaines auprès des USA sont désormais interdites d'ouvrir un compte dans toute banque sur le territoire américain. *Il s'agit, entre autres, de l'Angola, du Burkina-Faso, du Burundi, du Cap Vert, de la Centrafrique, de la RDC, du Congo, de Guinée Equatoriale, de Gambie, du Lesotho, de Madagascar, du Malawi, de Mauritanie, du Mozambique.* Cette liste aura été dressée à l'issue d'une investigation du Congrès américain sur

la corruption et l'utilisation des banques américaines pour des activités de blanchiment par les autorités de pays du continent noir, souligne une note déposée dans les ambassades. Autant le dire *"les banques américaines suspectent les représentations diplomatiques africaines d'opérer des transferts dont la nature pourrait ne pas être tout le temps liée au travail de l'ambassade et de son personnel."* C'est donc par précaution, que les américains demandent la fermeture des comptes bancaires des ambassades africaines et une vingtaine d'autres des pays asiatiques et sud américains. Selon des sources dignes de foi, des dispositions similaires viennent d'être prises

à l'encontre des missions diplomatiques représentant la quasi totalité des pays d'Afrique, Asie et Amérique latine aux Nations unies à New York. Intégration y reviendra.

les deux parties réunies à Addis Abeba le 17 décembre dernier ont également décidé de mener une ferme collaboration sur deux autres fronts. D'abord la lutte contre la corruption. Sur ce chantier les représentants africains et américains se sont entendus d'impliquer désormais dans la bataille autant les fonctionnaires que des businessmen. Egalement d'établir des échanges d'informations entre les multiples agences régionales de lutte contre la corruption implantées en Afrique.

Cette collaboration ainsi planifiée sur une large base militante pour l'établissement des lois visant à renforcer la lutte contre la corruption.

L'autre point fut la bataille à mener communément contre les trafiques de stupéfiants et des personnes. A Addis Abeba les participants ont décidé de mettre sur pied un système rapide et efficace de partager les informations sur les mouvements des trafiquants et des abus sur des personnes. De même qu'ils recommandent la perméabilité des frontières pour traquer les trafiquants où qu'ils se trouvent. La guerre totale.

Celestin Ngoa Balla

COMMUNAUTÉ

Vieux démons

DES COMMUNAUTÉS AFRICAINES SE FONT LA GUERRE

Les tensions religieuses et politiques du continents survivent en Amérique. La police ici est dérouterée.

Pas moins de cent personnes. Certains crient à tue-tête. Tandis que la bataille bat son plein sur le parking d'un bowling club dans la petite cité américaine de Fargo-Moorhead dans le Minnesota. Mis à part le cas d'un certain Mohamoud Sharif, et d'un jeune homme de dix-huit ans environ manifestement assomé à la tête par la crosse d'un faux pistolet mais qui a refusé toute aide, aucun blessé sérieux à déplorer, selon les autorités policières.

A l'origine de cette mêlée qui coupe le souffle aux policiers américains: de jeunes immigrés africains. Un camp originaire du Libéria et l'autre du Soudan. A en croire des

sources dignes de foi, des clashes de ce genre entre les deux communautés africaines sont monnaie courante dans le Minnesota depuis 2008. La haine naquit pour une histoire de femme comme on dit communément en Afrique. Et à cette époque, le camp soudanais réussit à faire hospitaliser un jeune Libérien. La police fit des arrestations dans les deux camps et mieux, elle s'engagea à un travail d'éducation civique pour rapprocher les deux groupes d'immigrés africains. Hélas! *"Tout se passe comme si chaque fois que l'un des camps se rassemble ou organise un événement, l'autre camp débarque pour causer du sabotage"*, indique Mike Detloff de la police de Moorhead.

A un moment, la tension avait baissée entre les deux communautés. Car les doyens d'âge dans les deux communautés s'étaient impliqués pour faire comprendre la raison à leurs jeunes compatriotes. Mais ces deux derniers mois, le fruit de ce dialogue s'est évaporé. Et dans un camp comme dans

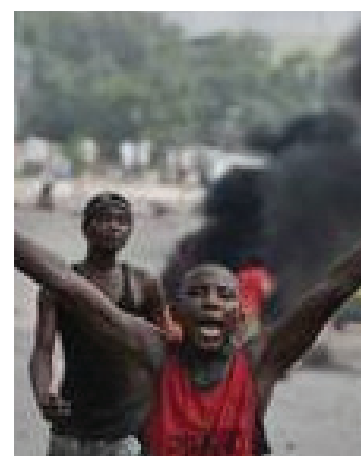
l'autre, on semble avoir trouvé du renfort dans d'autres contrées.

Les guinéens aussi

Le 19 Décembre dernier, la police raporte que l'un des groupes s'est invité de force dans la salle des fêtes où un autre tenait des réjouissances. La bataille flamba aussitôt. Certains des beligerants étaient armés de couteau, faux pistolets et pelles. Les vingt policiers déployés sur les lieux se limitèrent à faire cesser la bagarre. Les arrestations suivirent la semaine d'après.

New York est aussi, ces derniers temps, le théâtre de vives tensions entre les membres de la communauté guinéenne. La raison? La contestation de la victoire de Alpha Conde face à Ceillou Dalein. Les partisans de l'un ou l'autre camps ont voulu en découdre avec les mains à plusieurs reprises. Les partisans de Ceillou Dalein ne crient pas seulement au hold up des urnes. Ils s'offusquent que même la communauté internationale

refuse de faire cas des morts et enlevés et autres viols perpétrés par l'armée qui avait choisi le camp de Alpha Conde par penchant ethnique à tout le moins. Aussi entend on des cris du genre: *"« Mission accomplie », Sékouba Konate doit « démocratiquement » céder le pouvoir au Pr Alpha Conde en allant diriger une « mission rapide » quelque part en*



Afrique. L'armée très républicaine de Guinée est honorée par les actions de son premier chef. Qui est fou !!!" Ou encore des: "Tout le monde est « content ». L'armée a cédé le pouvoir aux civils, la communauté internationale se «

réjouit » et reste muette sur les exactions. Jean Ping ne disait-il pas que la « situation n'est si grave qu'on le pense en Guinée », les prisons et autres camps de détention sont vides, aucun cas de blessé, de mort, de viol ou d'enlèvement ?"

C'est sentant la tension monter de plus en plus que l'Imam Elhadj Abdourahmane Bah, qui officie dans le Bronx, a pris son bâton de pèlerin. A part la mosquée où il prêche la paix et l'unité nationale tous les jours, il choisit le plateau de Media d'Afrique, l'une des radios les plus écoutées au sein de la diaspora Guinéenne pour véhiculer son message de paix.

"Ce jeune Imam, retenez qu'il a moins de 40 ans, s'est servi de ses connaissances du livre Saint pour démontrer à ses compatriotes que seule la paix doit s'installer dans les cœurs et les esprits de chacun pour éviter à la Guinée une déchirure inutile", commente une source.

Franck Felix Gutenberg

Egyptiens

MARCHE DES COPTES DEVANT L'ONU



A Presque une semaine jour pour jour de la fête de la Nativité, environ un millier de Coptes égyptiens ont mené une marche devant l'imeuble abritant le quartier générale de l'ONU a New York. Le but de cette manifestation menée par l'une des communautés

chrétienne les plus anciennes d'Afrique? Protester contre les abus du gouvernement de Hosni Mubarak et de l'écrasante population musulmane égyptienne.

Au courant du mois de novembre, le gouvernement égyptien avait ordonné l'arrêt des travaux de construction au Caire, d'une église dédiée à la Vierge Marie et à Saint Michel Archange. A l'alibi tout trouvé que les initiateurs du projet de construction de l'église chrétienne ne s'étaient munis d'un permis valide d'autorisation de bâtir. Autant dire une invi-

tation lancée aux Coptes pour se jeter dans la rue et crier leur mécontentement. Mais la police égyptienne les attendait au tournant. Elle fera usage de balles réelles. Un étudiant de 19 ans sera tué, tandis que 60 blessés seront portés à l'hôpital. Tandis qu'une centaine de demonstrateurs seront jetés au cachot.

Pour les coptes égyptiens vivant aux USA, cette attaque menée par la police égyptienne porte des justifications qui ne se limitent pas qu'au défaut du permis de bâtir de l'Eglise dédiée à la Vierge Ma-

rie et à Saint Michel Archange. Devant l'édifice de l'ONU, de nombreux témoignages du calvaire de la minorité copte en Egypte ont été égrenés. Selon Magda Gendi, l'habitude des populations musulmanes égyptienne est kidnapper des filles coptes âgées entre 12 et 16 ans et de les forcer d'épouser des adultes musulmans. Ceci valant automatiquement la conversion à la religion de leurs époux comme l'exige la doctrine musulmane. Et comme si les agressions des populations musulmanes n'étaient pas assez, les Coptes égyptiens

doivent subir la loi du gouvernement de Hosni Mubarak qui ne tolère l'érection d'aucun symbole Chrétien sur le territoire qu'il dirige avec une poigne de fer depuis de nombreux décennies.

Pendant leur marche devant le siège de l'ONU, les protestataires Coptes n'ont pas oublié de demander à la Secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton faire pression sur le gouvernement égyptien pour que cesse les attaques contre les chrétiens.

Franck Felix Gutenberg.K

ICI L'AMERIQUE

Granddaughter of Ray Charles: 'He would not be ashamed of me!'



MUSIC IN THE BLOOD: Blair Robinson and the legendary Ray Charles

Ray Charles' granddaughter Blair Robinson says that her legendary grandfather would be proud of her controversial career

BEING related to a star is always a good start when launching a career of your own. Solange Knowles received notable attention as a result of being Beyoncé's little sister; jazz songstress Simone (see the next page) can't avoid being compared to her mother Nina Simone; and it hasn't hurt Damian Marley (and all his musical siblings) being the offspring of late reggae legend Bob.

So for rising singer Blair Robinson, professionally known as B.R., having Ray Charles as a grandfather has made for a fantastic launch pad. But add to that her controversial arrival into the public eye and there you have the recipe for instant attention.

The 23-year-old famously accused actor Steven Seagal of sexual harassment last year, and later, she made waves with a sexually-laced video that many felt was disrespectful to her grandfather's memory.

The video for her single Fancy – a remake of rapper

Drake's hit of the same name – featured scenes which saw the songstress laying scantily clad in a bath tub full of money. Unsurprisingly, some felt that the singer's sexed-up image not only depicted her little more than a 'video chick', but was also an insult to the legacy of her grandfather.

Still, B.R. laughs off the critics, insisting that none of them are in a position to comment, as they didn't know her grandfather.

"People who say that [I disrespected my grandfather's memory] have no idea who my grandfather really was," B.R. says. "My grandfather had a great sense of humour and I honestly think he'd be proud of what I'm doing right now. Everything I'm doing, I'm doing on my own. I'm an unsigned artist so nobody is helping me and it's very hard work. So I think he'd be super proud of everything that I'm doing."

"I feel like everything I've done has been done in a tasteful way. In the video for Fancy, my boobs weren't pushed up to my neck. I was pretty much covered by all the money that was in the tub. And in the rest of the video, I'm fully clothed."

However, B.R. admits that there is a certain amount

of pressure on female artists to conform to a sex symbol image, in order to gain exposure and notoriety.

"There's always pressure," she says. "But you have to know your limits. And I would never wear anything that I feel will compromise who I am or make me feel uncomfortable."

Nonetheless, the talented vocalist, who released her mixtape *The Takeover* last year has come up against a host of critics. Many have voiced disappointment that the singer has taken the 'sex sells' route, believing that it disrespects the legacy of blind star Charles, who famously had to overcome poverty and racism in order to obtain success.

"Everyone is gonna have their opinion on what they think I should be doing because I'm his granddaughter," says the Los Angeles-based singer. "But I'm not in the same era as him – this is a new day and I have my own style. But I would never do anything to make him look bad. I'm ready for all the comments that people might have to say, but ultimately, I think he'd be proud of me."

"I'm launching my career as an independent artist and that is really hard work. But I think

my grandfather would want me to do this by myself first, so that I can get a feel of just how hard this industry is and how hard I have to work. He worked so hard to get where he was and I think he'd want me to go through the same thing."

Reflecting on her grandfather, who died in 2004, the singer recalls a time when she and her sister thought that the *Mess Around* hitmaker wasn't blind after all...

"Me and my sister used to go in his office a lot and one time, we went in there and there was this big tub of popcorn. We were really young and so we decided to sneakily try and eat some of the popcorn.

"We were so quiet as we went to do it, but before we could even open the top, he said, 'I wouldn't eat that if I were you.' My sister and I were like, 'woah, how did he know we were going to open the tub?' So for a long time, we really believed that he could see!"

Though Charles is remembered for a catalogue of hits including *I Got A Woman*, *Georgia on My Mind* and *Busted*, it is, of course, equally well-known that the singer and pianist had his problems. As depicted in the 2004 biopic *Ray* – which earned actor Jamie Foxx a best actor Oscar for his portrayal of the legend – Charles famously battled with drug addiction, which threatened to destroy his career. Sadly, Charles' son Ray Charles Robinson Jr – B.R.'s father – also became hooked on drugs.

Unsurprisingly, B.R. says that growing up with a drug-addicted father was no picnic in the park.

"My grandfather, as everyone knows, dealt with a drug issue and unfortunately, my father went through the same thing while I was young. It was pretty tough growing up with a dad that wasn't around half the time, but who would pop up every so often. It was a disappointment. And growing up, seeing

him high was very troubling. But that was a learning experience for me and it now allows me to put more emotion in my music."

The experience also provided a harsh lesson in why the saying 'don't do drugs' should be adhered to.

"My father is clean now and has been for some time, but seeing what drugs did to him made me decide to never go down that route. I've also had friends that had those problems and it made me sure that I would never do that. Sadly, it's in my bloodline, so I would probably get addicted if I touched anything! So I would never, ever take up any kind of drugs."

And just as she's avoiding drugs, the rising star is also avoiding conversation about Steven Seagal. To recap: last April, model Kayden Nguyen filed a lawsuit against the actor, accusing him of sexual assault. Soon after, B.R. backed up Nguyen's claims, alleging that the Hollywood star "expected sexual favours" from her after she took up a job as his assistant.

"It's not an issue for me," she says of the Seagal saga. "I'd rather not talk about it... it's just something I put out to help the other young lady that was going through that hard time."

Of her own career, B.R., who describes her style as "the sound of Aaliyah with the emotion of Mary J Blige" is excited about what her future holds.

"If the right deal came along from a major label, I would take it," she says. "But for now, I'm gonna continue doing my thing independently. I think the industry is ready for me. I know sometimes it's hard for people to accept new artists when there are already so many artists out there. But I think there's room for us all. I'm actually quite confident about where I'm going and I'm very excited."

ICI L'AMERIQUE

LOS ANGELES NOYE PAR LES SDF

Cité touristique et industrielle. Une image à défendre.

Beaucoup n'aiment pas ce titre mais, ne peuvent le contester: Los Angeles est devenue la capitale américaine des Sans Domicile Fixe (SDF). Des chiffres émanant de sources officielles indiquent en effet que 48000 personnes dont 6000 anciens

me New York, San Francisco ou Chicago.

A en croire de nombreux témoignages concordants, il n'est décidément de place à Los Angeles où l'on ne peut tomber sur un SDF. Mais ils abondent sur le fameux boulevard Sun set ou ils vont

Beverly Hills, lieu de symbole de la fortune de l'Etat Californie que l'on ne tombe pas nez à nez avec ces SDF. Pour Neil J. Donovan, le directeur exécutif de la coalition nationale des SDF aux USA, la crise économique est de beaucoup dans cette flambée de SDF

Angeles plus vite que partout ailleurs en Amérique", dira encore Neil J. Donovan.

Dans cette poussée de SDF, Los Angeles qui est déjà la vitrine de la puissante industrie du cinéma américain, doit se démener pour ne pas perdre sa valeureuse im-

age de cité touristique. C'est à cet effet que la Chambre du Commerce de la ville vient de lancer une cellule qui se donne le défi d'éradiquer le phénomène de SDF dans cinq ans. On attend.

NBC



combattants dorment à la belle étoile et mendient dans les rues de Los Angeles. Le chiffre dépasse de loin ce qui se vit dans d'autres grandes métropoles américaines com-

poussettes à l'avant. On les trouve aussi en grand nombre, faisant de l'embouteillage, sur les trottoirs de luxueuses avenues de Venice et Santa Monica. Et ce n'est pas au Coeur de

qui font de Los Angeles une victime privilégiée.

Comme on pouvait s'y attendre, les SDF de Los Angeles ont inspiré à l'écriture et la réalisation d'un film à succès: "Le Soliste". Ce film raconte la relation entre un journaliste d'un journal de renom et un musicien vivant les misères de la rue. Mais dans la réalité, la présence de tant de SDF à Los Angeles ne fait rire personne. Les officiels ont en main un problème casse-tête et ne savent à quel saint se vouer. "Le nombre de SDF grandit plus vite à Los



L'ÉVÉNEMENT

QUE VA FAIRE SARKOZY AU SOMMET DE L'UNION AFRICAINE?

Le Président français veut être au rendez vous annuel des chefs d'Etats africains cette fin du mois.

Oui, Sarko aime déboucher à la Hollywood. Donc on doit s'attendre qu'il fasse tout pour que tous les projecteurs se braquent sur lui si jamais il ne se lasse de signer indien de débarquer à Addis Abeba parmi les dirigeants africains venus prendre part à l'assemblée de l'Union Africaine. "Ça aussi on connaît"- pour parler comme dans les rues d'Abidjan-, si Sarko sort encore le jeu avec son actrice de femme; ou s'il signe une sortie en demi saison jeans-veste ou même, un crochet dans un restaurant ou une université francophile de la place, en mettant de côté le grand protocole à la dimension de son rang de Président de France.

Alors quel tape à l'oeil cette fois-ci? Sarko pourrait vous surprendre par la composition de sa délégation. Ses deux prédécesseurs, François Mitterrand puis Jacques Chirac se sont souvent complus à surprendre leurs hôtes africains en débarquant avec à leur suite, des personnalités africaines dont la notoriété n'émeut personne "au pays natale". Ne dit-on pas que la France est un pays des traditions? Qui donc Sarko pourrait bien amener avec lui s'il signe fidélité à cette tradition des patrons de l'Elysée en visite en Afrique? Alassane Dramane Ouattara? Des journalistes ivoiriens rendus à l'hôtel du Golf, il y a quelques jours, ont signaler que l'ombre de cet homme ne planait nul part entre les murs



Nicolas Sarkozy: Où est ce Gbagbo?

de "la république du Golf". Une révélation qui coïncidait avec l'instant où Blaise Compaore récemment réélu au Burkina-Faso avec plus de 80%, pour perpétuer un pouvoir qu'il tient depuis l'assassinat de son ami Thomas Sankara en 1987, était invité au palais de l'Elysée. Un scénario probable montre que Alassane Dramane Ouattara ait rejoint en secret l'un de ses plus farouches supporters Blaise Compaore pour être convoyé par la suite aux bords de la Seine. Là il pourrait profiter d'un air qui ne soit pollué du remugle ambiant dans "la république du Golf", à en croire la presse abidjanaise. En attendant d'embarquer dans l'avion de Sarko. Destination : Addis Abeba. Les deux hommes pourraient trouver sur place un certain Guillaume Soro désigné Premier Ministre par Alassane Dramane Ouattara. L'ex-patron des rebelles

qui coupent le pays depuis 2002, imposé à Laurent Gbagbo comme Premier Ministre il y a cinq ans est, contrairement à son nouveau patron, sorti ouvertement des "frontières" de la république du Golf. Pour entamer une longue tournée dans certains pays d'Afrique. Astuce pour brouiller la trace de la piste qui l'amène au grand rendez-vous d'Addis Abeba? Depuis que la Côte d'Ivoire est devenue une curiosité avec ses deux Présidents en exercice, la reconnaissance officielle et ouverte de l'un ou de l'autre des camps en faction tarde à venir de la part du reste des dirigeants africains. Il ne fait aucun doute que Sarko arrive à Addis Abeba pour faire le forcing de faire asseoir Alassane Dramane Ouattara sur la même table que le reste des dirigeants africains. De lui obtenir des poignées de mains devant les caméras; de lui obtenir

des têtes à tête. Quelques mois plus tôt, il a démontré qu'il avait une force de persuasion et pourquoi pas, d'intimidation sur les dirigeants africains de l'aire francophone. Lorsqu'il leur imposait de donner un plébiscite à l'ancien président sénégalais Abdou Diouf qui avait du mal se défaire de l'étreinte de l'écrivaine Calixte Beyala en lice pour le Secrétariat Générale de la Francophonie. Le poids économique de son pays lui permet d'avoir également et valablement un mot à dire aux dirigeants africains des pays non francophones.

Le moins que l'on puisse dire est que Sarko est l'un des acteurs en vue dans cette crise qui mine la Côte d'Ivoire. Il est des toutes premières et les plus véhémentes voix à proclamer Alassane Dramane Ouattara vainqueur de la dernière élection présidentielle en Côte d'Ivoire. Comme si

c'était déjà moindre, il est actif pour monter un vaste lobby internationale pour déloger Laurent Gbagbo qui a lui aussi des arguments pour ne pas céder le pouvoir qu'il contrôle depuis dix ans. Laurent Gbagbo à qui il avait, à un moment lancé un ultimatum de plier bagage en deux jours seulement, non sans oublier de prendre sur les chemins de l'exile son épouse Simon, lui doit l'étiquette de persona non grata dans la sphère de l'Union Européenne, l'Amérique du Nord où tous ses avoirs et biens sont gélés. Puis il a été révélé que Sarko passait plus de dix coups de fil par jour au président du Nigeria pour le pousser à orchestrer une expédition militaire sur Abidjan dont, lui Sarko sait, qu'elle se serait soldée par un bain de sang catastrophique des populations civiles. "Façon il déteste Gbagbo dé!" Et qui sait s'il n'activera pas le feu

L'ÉVÉNEMENT

pour déclencher la machine de guerre d'ECOWAS? D'autant plus que à en croire l'Agence France Presse, les militaires ouest-africains sont "prêts" à intervenir en Côte d'Ivoire et n'attendent plus que le feu vert politique. "Nous sommes prêts sur le plan militaire, il appartient aux chefs d'Etat de nous donner les instructions", a déclaré le général Nigerian Olesegun Petinrin à l'issue d'une réunion tenue, le 20 janvier dernier, à Bamako la capitale du Mali.

Dans son désir aveugle d'en découdre avec Laurent Gbagbo, Sarkozy qui s'il a, au doigt, obtenu le soutien des gouvernements de l'Union Européenne et de l'Amérique du Nord, ainsi que de l'ONU et d'autres organisations internationales, est loin d'être dupe qu'il a plus que jamais divisé l'Afrique. Entre les pays sous sa botte et des pays qui se souviennent qu'il y a cinquante ans que la signature était apposée sur des documents proclamant l'indépendance de la majorité des pays du continent noir. Au terme d'une visite de 48 h qu'il a faite à Luanda, capitale de l'Angola, le président béninois Yayi Boni a déclaré à la presse, avant son départ le 20 janvier dernier, qu'au vu des éléments de preuve en sa possession, Laurent Gbagbo a raison de réclamer la victoire à la présidentielle. Et que dit inévitablement Muammar El Khadafi? "Des gens de plusieurs nations, d'un ou de deux continents veulent accaparer l'Afrique.... Derrière tout cela, il y a le colonialisme occidental. Ils ont des velléités pour le continent et veulent liquider les dirigeants de la libération pour permettre aux suppôts du colonialisme de gouverner l'Afrique, afin qu'ils donnent l'Afrique sur un plateau d'or au colonialisme : ils veulent que l'Afrique soit une arrière-cour de l'Europe et une mine pour les usines de l'Europe et de l'Amérique. L'Europe et l'Amérique se comportent en Afrique comme dans leurs



Sarko: j'aurais ta peau

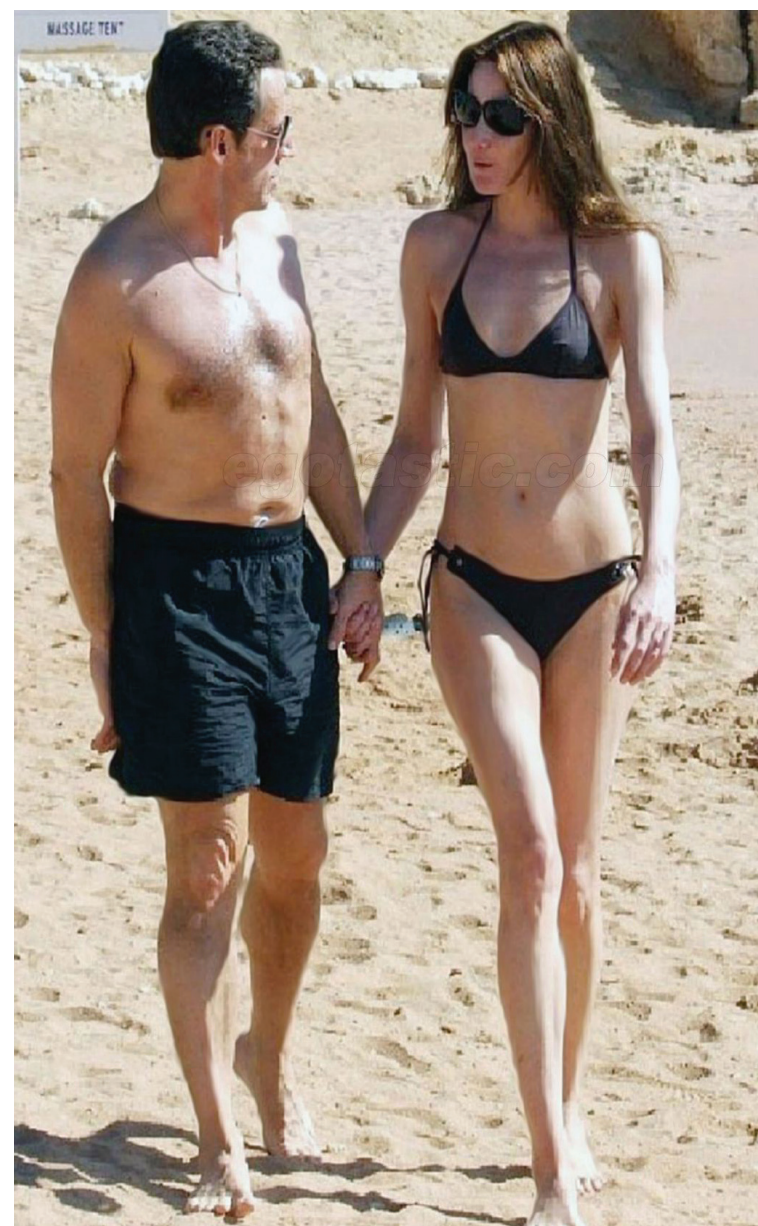
propriétés, comme s'ils sont les tuteurs de l'Afrique. Qui leur a conféré ce droit? Nous sommes un continent et des hommes comme eux. C'est une chose provocante qui nous pousse à la colère, à la haine et à la révolution. De quel droit s'ingèrent-ils dans nos affaires intérieures?" Ça y est! La rue et les diasporas africaines dans les pays occidentaux crient haro contre cette conspiration contre l'Afrique et, veillent au grain pour que rien ne soit cédé à la nouvelle aventure coloniale. En guise de morceau choisi, cette sorti de l'Union des Populations du Cameroun (UPC) qui dénonce : "a) Le complot de la « Communauté Internationale » manipulée par quelques grandes puissances pour reprendre le pouvoir et le céder à leurs suppôts en Côte d'Ivoire. b) La duplicité honteuse de l'ONU dans cette affaire, comme au Kamerun en 1959-61 contre l'UPC et Félix-Roland Moumié, et au Congo en 1960-61 contre le MNC et Patrice Lumumba." Ceux des dirigeants africains qui seront à Addis Abeba cette fin du mois seront sans doute très polis avec Sarkozy si jamais il se pointe au rendez-vous et avec ou non un invité surprise. Mais ce n'est pas d'un bon œil

que tous regarderont le président français. L'activisme de Sarkozy en Côte d'Ivoire laisse, en effet, plusieurs chefs d'Etats africains comprendre qu'ils sont dans l'œil du cyclone. Ils ne sont plus dupes pour comprendre que la France liguant le reste de la communauté internationale a décidé de les déloger d'une façon qu'ils n'avaient soupçonné jusque là. Qui a-t-on jamais vu chercher à plaire à celui qui a signé son arrêt de mort? Du Gbagbo sommeille donc dans bon nombre de dirigeants africains actuellement. "Aujourd'hui il s'agit certes de la seule Côte d'Ivoire, un Etat souverain, dont on veut bafouer les institutions. Il n'empêche que l'Afrique se devrait de garder toute sa lucidité et sa vigilance. Parce que si ce que l'on veut tenter en Côte d'Ivoire réussit, il ne faudrait pas être surpris de voir la même méthode être utilisée dans l'avenir contre d'autres pays africains", leur met d'ailleurs en garde le président d'Angola Dos Santos. Pour sa part un émissaire équato-guinéen récemment en visite à Luanda appuie: « La communauté internationale doit aider la Côte d'Ivoire à trouver une solution politique et pacifique qui favorise toutes les parties. Il est temps que les

pays africains ne permettent plus les ingérences des pays occidentaux dans leurs affaires internes ». Le crachat venant de la rue dans la plupart des pays de l'Afrique noire contre ceux qui conspirent contre Gbagbo apparaît comme une planche de salut pour ces dictateurs détables à souhait mais dont les peuples préfèrent plutôt qu'une nouvelle soumission au dicat du colon. A la maison aussi, Sarkozy n'a pas le soutien total pour son activisme dans l'actuelle crise en Côte d'Ivoire. Son incitation à la guerre lui a été reprochée de mettre en danger la vie des 15000 français qui vivent en Côte d'Ivoire. Et a-t-on à ce point vu les intérêts économiques de la France menacés dans l'une de ses anciennes colonies? Autant dire que

même si Sarkozy réussit à mettre Laurent Gbagbo en déroute, il doit travailler dur pour que les populations africaines changent la façon qu'elles ont d'observer la France ces derniers temps. Que Gbagbo tombe ou pas, l'image de la France a prit un coup sérieux en Afrique. Si Sarkozy tient à être à Addis Abeba, c'est pour sauver ce qui reste de meubles dans ce feu qu'il a déclenché. Il peut par exemple appuyer la thèse de ceux des français qui pointent déjà un doigt accusateur sur les USA comme véritables responsables de la crise ivoirienne. On va tout voir dans ce pays des ivoiriens.

Franck Felix Gutenberg.K



Les Sarkozy: la vie est sucrée

L'ÉVÉNEMENT

CONFÉRENCE DE L'UNION Seizième session ordinaire 30 - 31 janvier 2011 Addis-Abeba (Ethiopie)

PROJET D'ORDRE DU JOUR

- I.**
- a) Ouverture officielle
 - b) Election du Bureau et des membres du Comité de rédaction
 - c) Signature des Traités de l'Union africaine¹
 - d) Adoption de l'ordre du jour
 - e) Organisation des travaux
- II.** **Thème du Sommet: « Valeurs partagées en Afrique : pour une plus grande unité et intégration »**

Présentation et débat sur le thème du Sommet - Doc. Assembly/AU/2(XVI)

- a) Le Président entrant de l'Union africaine déclare ouvert le débat sur le thème
- b) Présentation et débat sur le thème du Sommet
 - ❖ Exposé général sur le thème par Madame Julia Dolly Joiner, Commissaire de l'Union africaine en charge des Affaires politiques **(15 minutes)**
 - ❖ Présentation du thème par S.E.M. John Atta -Mills, Président de la République du Ghana **(15 minutes)**
 - ❖ Répondants:
 - S.E. M. Denis Sassou Nguesso, Président de la République du Congo **Afrique (10 minutes)**
 - S.E.M. Jakaya Mrisho Kikwete, Président de la République unie de Tanzanie **(10 minutes)**
 - S.E. M. Mohamed Ould Abdelazez, Président de la République Islamique de Mauritanie **(10 minutes)**
 - S.E.Afrique australe **(10 minutes)**
 - S.E. Madame Ellen Sirleaf Johnson, Président de la République du Libéria **(10 minutes)**

c) Débat sur le thème

d) Adoption de la Déclaration de la Conférence sur le thème du Sommet

III. ADOPTION DU BUDGET POUR L'EXERCICE FINANCIER 2011 – Doc. Assembly/AU/3(XVI)

IV. NOMINATION DES MEMBRES DU CONSEIL CONSULTATIF SUR LA CORRUPTION

L'ÉVÉNEMENT

V. NOMINATION D'UN (1) MEMBRE DU COMITE AFRICAIN D'EXPERTS SUR LES DROITS ET LE BIEN-ÊTRE DE L'ENFANT

VI. RAPPORTS

- | | | |
|-----|--|----------------------------|
| 1. | Examen des recommandations du Conseil exécutif sur le Rapport de la Commission relatif à la mise en œuvre des Décisions précédentes du Conseil exécutif et de la Conférence | Assembly/AU/4(XVI) |
| 2. | Examen du Rapport du Conseil de Paix et de Sécurité sur ses activités et sur la situation de la paix et de la sécurité en Afrique | Assembly/AU/5(XVI) |
| 3. | Examen du Rapport de la Commission sur l'Année de la paix et de la sécurité en Afrique | Assembly/AU/6(XVI) |
| 4. | Examen du Rapport du Président du Comité d'orientation des Chefs d'Etat et de gouvernement du NEPAD ((HSGIC) | Assembly/AU/7(XVI) |
| 5. | Examen du Rapport du Président du Comité des Dix sur la réforme des Nations Unies | Assembly/AU/8(XVI) |
| 6. | Examen du Rapport intérimaire de la Commission sur l'Affaire Hissene Habré [dans le cadre de la mise en œuvre de la Décision Assembly/AU/Dec.272(XIV)] | Assembly/AU/9(XVI) |
| 7. | Examen du Rapport intérimaire de la Commission sur la mise en œuvre de la décision de la Conférence sur la transformation de la Commission de l'Union africaine en Autorité de l'Union africaine | Assembly/AU/10(XVI) |
| 8. | Examen du Rapport du Comité des Chefs d'État et de gouvernement sur les changements climatiques | Assembly/AU/11(XVI) |
| 9. | Examen du Rapport de la Commission sur le deuxième Sommet Afrique-Monde arabe 6 -10 octobre 2010, Syrte (Libye) | Assembly/AU/12(XVI) |
| 10 | Examen du Rapport de la Commission sur le troisième Sommet Afrique-Union européenne 29-30 novembre 2010, Tripoli (Libye) | Assembly/AU/13(XVI) |
| 11. | Examen du rapport du président sortant de l'Union sur la suite donnée au Sommet du G20, tenu les 11 et 12 novembre 2010 à Séoul (Corée) | Assembly/AU/14(XVI) |

VII. POINTS PROPOSES PAR LES ETATS MEMBRES

- | | | |
|----|---|--|
| 1. | <i>Réexamen de la Décision Assembly/AU/Dec.263 (XIII) sur la Transformation de la Commission de l'Union africaine en Autorité de l'Union africaine (Point proposé par la Grande Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste)²</i> | Assembly/AU/17(XV)
Add.10 |
| 2. | <i>Convocation des sessions semestrielles de la Conférence de l'Union (sessions de juillet) (Point proposé par la Grande Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste)³</i> | Assembly/AU/17(XV)
Add.11 |
| 3. | Offre de la Grande Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste d'abriter la vingt-et-unième session ordinaire de la Conférence de l'Union en juin/juillet 2013 <i>(Point proposé par la Grande Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste)</i> | Assembly/AU/15(XVI)
Add.1 |

L'ÉVÉNEMENT

- | | |
|--|---|
| 4. Création d'un Centre de l'Union africaine pour la reconstruction et le développement post-conflit (<i>Point proposé par la République arabe d'Égypte</i>) | Assembly/AU/15(XVI)
Add.2 |
| 5. Séance d'information sur la participation africaine à la Conférence internationale sur la Biodiversité prévue en octobre 2011 à Nagoya (Japon) (<i>Point proposé par la République gabonaise</i>) | Assembly/AU/15(XVI)
Add.3 |
| 6. Célébration du centenaire du Congrès National Africain (ANC) (<i>Point proposé par la République d'Afrique du Sud</i>) | Assembly/AU/15(XVI)
Add.4 |
| 7. Le processus consultatif de la diaspora africaine (<i>Point proposé par la République d'Afrique du Sud</i>) | Assembly/AU/15(XVI)
Add.5 |
| 8. Rôle de la femme dans le développement durable et la croissance économique en Afrique (<i>Point proposé par la République d'Afrique du Sud</i>) | Assembly/AU/15(XVI)
Add.6 |
| 9. L'application obligatoire du principe de la représentation géographique dans tous les Organes de l'Union africaine dont les membres sont électifs (<i>Point proposé par la République du Tchad</i>) | Assembly/AU/15(XVI)
Add.7 |
| 10. Établissement de programmes régionaux pour valoriser l'héritage de la libération de l'Afrique (<i>Point proposé par la République unie de Tanzanie</i>) | Assembly/AU/15(XVI)
Add.8 |
| 11. Décision sur le processus de prise de décision de l'UA, la non mise en œuvre des décisions et la nécessité pour tous les États membres d'adhérer aux décisions du Sommet et de les respecter dans leur intégralité. (<i>Point proposé par la République de Namibie et appuyé par la République d'Angola, la République du Botswana, la République fédérale et démocratique d'Éthiopie, le Royaume du Lesotho, la République du Malawi, la République de Maurice, la république du Mozambique, la République d'Afrique du Sud, le Royaume du Swaziland, la République unie de Tanzanie, la République de Zambie et la République du Zimbabwe</i>) | Assembly/AU/15(XVI)
Add.9 |
|) –
12. Proposition de convocation de sommets de l'Union africaine sur l'intégration (<i>Point proposé par la République du Malawi</i>) | Assembly/AU/15(XVI)
Add.10 |
| 13. La Conférence internationale de Yaoundé « Africa 21 » : Partenariat mondial pour le développement de l'Afrique (<i>Point proposé par la République du Cameroun</i>) | Assembly/AU/15(XVI)
Add.12 |
- VIII. ADOPTION DES DÉCISIONS ET DES RECOMMANDATIONS DE LA DIX-HUITIÈME SESSION ORDINAIRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
- IX. ADOPTION DES DÉCISIONS ET DES DÉCLARATIONS DE LA SEIZIÈME SESSION ORDINAIRE DE LA CONFÉRENCE DE L'UNION
- X. QUESTIONS DIVERSES
- XI. DATE ET LIEU DE LA DIX-SEPTIÈME SESSION ORDINAIRE DE LA CONFÉRENCE DE L'UNION
- XII. CÉRÉMONIE DE CLÔTURE

LE DOSSIER

La République Centrafricaine a tenue des élections présidentielles ce 23 janvier. Intégration vous présente les candidats en lice. Non sans donner un aperçu sur ce vaste territoire de l'intérieur de l'Afrique.

Tuer les séquelles de l'histoire



Il existe, dans la vie, des choses qui semblent généralement difficiles à maîtriser. Bien évidemment citons une bataille qui oppose les lutteurs formés dans la même école ; mieux une élection qui met en course les prétendants à qui l'histoire reproche les mêmes pratiques: « l'organisation ou la participation à un coup d'Etat. » Mais la courageuse République née de la terre de l'Empereur Bokassa s'essaie à cet exercice. C'est donc le 23 janvier prochain, que les frères, tous non moins connaisseurs des armes et d'avantages offerts par un régime parvenu aux affaires par coup d'Etat vont s'affronter en Centrafrique, au cours d'une élection démocratique. Election démocratique ? Fantastique! Mais le passé des candidats est une grosse matière à commentaire. Patassé et Bozizé par exemple se rappellent l'année 1983, genèse d'une fraternité courageusement enterrée le 15 mars 2003 par le

le Centre Nord entre autres n'aient de nouveaux éditeurs. Les postulants n'ont pas trop à se reprocher, du moins ils ne le devraient peut être pas. Le lien de l'histoire leur rappelle les collaborations d'hier. Les uns, ministres des autres, membres de la grande famille etc. La purge individuelle et volontaire des émotions ethniques jouera un rôle très important dans la reconstruction de cet autre valeureux Etat de l'Afrique centrale. Car un tournant comme celui qui l'attend nécessite plus de crédit de raison que d'émotion. Et l'acceptation des résultats est indispensable. Mais aussi, le gagnant pourra faire perdre l'espoir au pays, s'il croit être « le gagnant de tout », considérant les autres les candidats malheureux comme « ceux qui ont tout perdu. » Même si le pouvoir politique ne se donne jamais, le gagnant de la prochaine présidentielle centrafricaine sauvera sa patrie s'il est prêt à partager le gâteau de la fête du dépouillement. C'est l'arme qui pourra définitivement chasser, voir tuer les séquelles de l'histoire. Voilà le pari à tenir, après le vent de paix et de réconciliation qui souffle aujourd'hui en RCA.

le poids des épaulettes de Bozizé. Dès lors le général n'eut plus jamais la bassesse d'être au garde- vous de Patassé. Car l'arme s'est emparé de Bangui sans coup férir alors que Patassé, président d'alors rentrait d'un voyage à l'étranger. Et l'histoire têtue ne s'était que malheureusement répétée. Patassé se voyait administrer la même « soumission » dont il avait fait preuve face à Kolingba. Le même Kolingba qui eut embarrassé David Dacko de la même manière. La chaîne, bien horrible, est à remonter. Mais le soleil de sagesse devrait déjà se lever en RCA. Si les expériences vécues sont désormais d'une autre époque, le 23 janvier devrait libérer les centrafricains, déjà pas du tout pléthoriques dans un territoire pourtant vaste de 622 000 Km², mais toujours meurtri. Si l'histoire a pu dissoudre l'Empire Bokassa, que la même histoire consume les pratiques qui ont longtemps engouffré la RCA dans la liste des pays courageux, détenteurs des indicateurs socioéconomiques pas enviables. Le soleil devrait éclairer tous et tout afin que les incendies qui ont, dans la mémoire, fait de cendre d'hommes dans la Nord Ouest, le Nord Est et

République centrafricaine : pays attend nouveau président !

Située au cœur de l'Afrique, la RCA partage ses frontières au nord avec le Tchad, au sud à la fois avec la République du Congo et la République Démocratique du Congo, à l'Est avec le Soudan et à l'ouest avec le Cameroun. Avec une superficie de 623.000 km², elle compte environ 3,8 millions d'habitants. Le français et le sango sont ses deux langues officielles. Constituée d'une mosaïque d'ethnies qui s'étaient rencontrées au gré des aléas de l'Histoire ou fuyant devant les esclavagistes venant du nord ou de l'Est de ce qu'on appelait à l'époque Oubangui-Chari, la RCA a encore une histoire politique récente. Ancienne colonie française,

le territoire de l'Oubangui-Chari est proclamé République centrafricaine le 1er décembre 1958 par le président de l'Assemblée territoriale de l'époque, Barthélemy Boganda. Le 16 février 1959, Il dote la nouvelle République de sa première Constitution dont le préambule proclamait déjà « l'attachement du peuple aux droits de l'homme, aux principes de la démocratie et de la libre détermination des peuples ». Un mois après l'adoption de cette constitution, Boganda disparaissait dans un accident d'avion. Son successeur, monsieur David Dacko proclamera l'indépendance le 13 août 1960. Il fait amender à plusieurs reprises la Constitution de 1959, la vidant de

sa substance démocratique. Il consacre par la même occasion le Mouvement de l'Evolution Sociale en Afrique Noire (MESAN) comme l'unique parti politique. En 1966, le colonel Jean Bedel Bokassa prend la tête d'un coup d'Etat militaire et suspend la constitution. Deux Actes constitutionnels des 4 et 8 janvier 1966 fixeront l'organisation provisoire des pouvoirs de la République. Le nouveau président se fera alors proclamer président à vie en mars 1972 puis, érigea la République en Empire en septembre 1976. La Constitution impériale vivra à peine deux années lorsque David Dacko, protégé par des parachutistes français, renverse l'Empire et rétablit la république. Un

séminaire national de réflexion aboutit à un projet de Constitution qui sera adopté par referendum le 1er février 1981. Le préambule de ladite Constitution proclame la forme républicaine de l'Etat, reconnaît les droits de l'homme et consacre en son article 4 le multipartisme : « les partis politiques concourent à l'expression du suffrage universel. Ils se forment et exercent librement leurs activités ». Cette nouvelle Loi fondamentale ne sera malheureusement pas appliquée car les résultats de l'élection présidentielle de mars 1981 seront contestés par l'opposition au régime de Dacko et leur proclamation, suivie de violents troubles.

Le général Kolingba dirigera alors un nouveau coup d'Etat militaire avec le consentement de Dacko. La Constitution sera suspendue. Deux Actes constitutionnels instaurent un Comité militaire de redressement national (CMRN) disposant de tous les pouvoirs et interdisant toute activité aux partis politiques. Cinq ans plus tard, la quatrième Constitution centrafricaine sera adoptée par referendum le 21 novembre 1986. Cette Loi fondamentale et le régime de parti unique qu'elle a fondé plieront sous les contestations démocratiques des années 1990.

LE DOSSIER

Les candidats en lice Jean Jacques Démafouth Ange-Félix Patassé



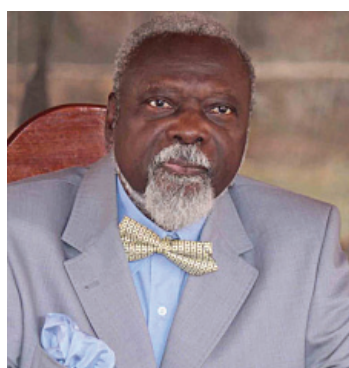
Jean-Jacques Démafouth est né à Bangui le 3 octobre 1959. Son père, Albert Mafouta, originaire de Sibut, a combattu dans l'armée française au cours de la guerre mondiale. M. Démafouth s'est engagé tôt en politique en ralliant le mouvement estudiantin qui lutta contre les exactions de l'ex-empereur Bokassa. Tôt également, il s'initia au métier de la presse: il était directeur de publication de *Tongolo*, début 1980. Entré au Mouvement de libération du peuple centrafricain (MLPC), il fut contraint à l'exil au Tchad, au Bénin puis France où il obtint le statut de réfugié politique. Il étudia le droit et devint avocat à la cour. Il est inscrit au Barreau de Paris. En 1992, il se mit au service d'Ange Félix Patassé, candidat du MLPC à la Présidentielle. Patassé élu le nomma con-

seiller juridique à la présidence de la République et directeur du Centre national d'études et de recherches (CNER), puis président du Conseil d'administration de la Société centrafricaine des télécommunications (SOCATEL) de 1993 à 1999, avant de lui confier le ministère de la Défense nationale de 1999 à 2001. Il créa la 1ère société privée centrafricaine de Téléphonie Mobile "Télécom-Plus" et céda plus tard ses parts à un Groupe aujourd'hui dénommé Moov RCA. Accusé d'avoir participé au putsch manqué du 28 mai 2001, il a connu la prison avant d'être libéré et blanchi à l'issue d'un procès en 2002. Candidat à la présidentielle de 2005, Bozizé l'empêcha d'aller à Bangui battre campagne. En 2008, l'APRD fait appel à lui et l'élu Président du mouvement. Depuis cette date, M. Démafouth dirige la rébellion de l'Armée Populaire pour la Restauration de la Démocratie (APRD). En 2006, il crée la Nouvelle Alliance pour le Progrès (NAP) un parti de l'opposition sous la bannière duquel il se présente à la présidentielle de 2011. <http://jj.demafouth.free.fr>



Né le 14 octobre 1946 à Mouila au Gabon, François Bozizé Yangouvonda, a débuté une carrière militaire avec son entrée à l'Ecole spéciale de formation des officiers d'active (ESFOA) de Bouar en 1966 sous Bokassa, président devenu Empereur. Les promotions s'enchaînent rapidement: jeune, il assume de grandes responsabilités dans l'armée. Lorsque part Bokassa en septembre 1979, le jeune officier est nommé ministre de la Défense par David Dacko jusqu'en 1980. A la chute de ce dernier le 1er septembre 1981, le président André Kolingba nomme Bozizé ministre

de l'Information. Accusé d'avoir organisé un coup d'Etat le 3 mars 1982, il doit partir en exil au Bénin. Arrêté, extradé puis détenu en prison de 1989 à 1991, Yangouvonda sera libéré après un procès. Battu aux élections de 1992 et 1993, il est réhabilité des accusations de coup d'Etat en 1996 par le président Patassé qui le nomme aux postes successifs d'Inspecteur général puis de Chef d'état-major général de l'armée. Soupçonné de coup d'Etat puis limogé en fin octobre 2001, il se réfugie au Tchad et prend la tête d'une rébellion qui réussit à renverser le régime Patassé le 15 mars 2003. Légitimé par les urnes lors des élections générales de 2005, il brigua un nouveau mandat avec le soutien du parti Kwa Na Kwa (KNK) qu'il a créé en août 2009, un nouveau mandat face à quatre autres candidats. Bozizé lance ainsi un vaste projet de développement de son pays en faisant de la paix et de l'unité nationale, les grandes lignes de sa politique.



Né le 25 janvier 1937 à Paoua (Ouham Pende), Ange Félix Patassé est candidat aux élections présidentielles et législatives (Berberati 1) de 2011. Diplômé de l'Académie supérieure de l'agriculture tropi-

cale (Nogent-sur-Marne en France), il est ingénieur agronome zootechnicien. Il est entré très tôt, à l'âge de 29 ans, dans les gouvernements successifs de Bokassa dont il sera par ailleurs premier ministre de 1976 à 1978. Son ambition pour la présidence a commencé en 1981 où il y est candidat face à David Dacko qui l'a battu dans les urnes. A la suite d'un coup d'Etat manqué de François Bozizé contre André Kolingba, il doit partir en exil au Togo de 1982 à 1993 Il sera élu président en septembre 93 sous la bannière du Mouvement de libération du peuple centrafricain (MLPC).

Son premier mandat est marqué par un cycle de mutineries. Il est néanmoins réélu en 1999 mais échappe à un coup d'Etat organisé par Kolingba en fin mai 2001. Il sera finalement renversé par François Bozizé le 15 mars 2003 et contraint à un second exil au Togo. Condamné puis amnistié, il revint au pays en fin 2008 et se déclare candidat indépendant à la présidentielle. En effet, il ne peut plus compter sur la machine électorale du MLPC aujourd'hui contrôlé par Martin Ziguélé. Déclarant être « petit frère de Jésus », il affirme être envoyé par Dieu pour exécuter son programme pour la RCA.

Emile Gros Raymond Nakombo

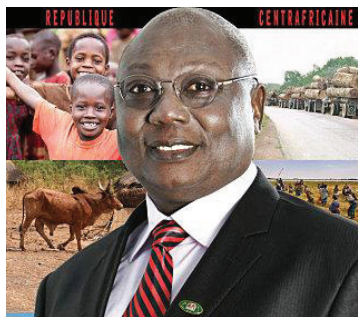


Le candidat Emile Gros Raymond Nakombo est né le 3 décembre 1956 à Berberati (Mambéré-Kadéï). Il a fait des études d'économie et de management en Roumanie. M. Nakombo a occupé différentes fonctions dans le secteur privé et parapublic. En effet,

il a été Directeur Général adjoint de la Banque populaire maroco-centrafricaine (BPMC), puis Administrateur gérant de la Compagnie d'exploitation des tabacs de Centrafrique-Cameroun (CETAC) basée à Gamboula. Sur le plan politique, il a été successivement chef de service des matériels et de la logistique, chargé de mission aux relations extérieures aux institutions nationales et Président de la commission communication, arts et culture, jeunesse et sports au bureau politique de l'ancien parti unique, le Rassemblement Démocratique Centrafricain (RDC). Puis, il est élu député de Berberati 1 de 1998 à 2003. Il est député de

Sosso Nakombo depuis 2005. Emile Gros Raymond Nakombo se présente pour la première fois à l'élection présidentielle pour le compte de son parti le RDC, ébranlé par le décès de l'ancien président Kolingba. Selon une source proche du parti, plusieurs membres cadres se sont toujours opposés à la présence de Nakombo à tête du RDC pour des raisons ethniques. Il est de l'ethnie Gbaya comme François Bozizé. Stratégie pour émietter l'électorat du président de la République sortant ? Son offre de campagne est d'associer à la gestion du pays des cadres compétents venant de toutes les régions de la RCA.

Martin Ziguélé



Né le 12 février 1957 à Paoua (Ouham-Pendé), Martin Ziguélé est assureur de formation et inspecteur des impôts. Après le poste de chef de service à la Société d'Etat d'assurance et de réassurance SIRIRI de Bangui, il a passé plus d'une décennie à la Compagnie intercommunautaire

d'assurance et de réassurance des États Membres de la CICA (CICA-RE) à Lomé, au Togo, comme Chef de Division. Il voit sa carrière politique décoller, en juillet 2000, avec sa nomination comme Directeur National pour la République centrafricaine de la Banque des États de l'Afrique Centrale (B.E.A.C) puis comme Premier ministre en avril 2001. Dernier chef de gouvernement de l'ancien président Ange Félix Patassé, il a échappé deux fois aux coups de boutoir des rebelles du général Bozizé qui ont assiégé Bangui en fin octobre 2002 avant de s'emparer du pouvoir le 15 mars 2003.

Réfugié à l'ambassade de France à Bangui, après le renversement d'Ange Félix Patassé, il s'exile à Paris, d'où il revient début 2005 comme candidat indépendant à la présidentielle qu'il perd au second tour face à Bozizé. Il est candidat à la présidentielle de 2011 avec le soutien du Mouvement de libération du peuple centrafricain (MLPC) dont il assure par ailleurs la présidence après Patassé. Il affiche l'ambition de changer la gestion du pays afin de briser ce qu'il nomme « ce cercle vicieux du non-développement et de la souffrance »

Louis Oguere, ambassadeur de la RCA au Cameroun

« Je suis convaincu qu'après les élections, avec tous ces acquis, l'avenir de la RCA est radieux »

Quels sont les acquis de la RCA sous le règne du président Bozizé ?

La République centrafricaine (RCA ndlr) avant le président Bozizé était un pays perdu. Un pays où les centrafricains s'acceptaient sur les bases tribales. Un pays où les salaires n'étaient pas payés. Un pays où l'insécurité était totale. Et donc, ces événements ont affaibli notre pays.

Ce que j'ai aimé comme acquis avec le président Bozizé, c'est le pardon. Officier qui a dirigé une rébellion, il pouvait sévir dans un esprit de vengeance. Et cela, on ne l'a pas vu. Il a été arrêté, déporté au temps du président Kolingba. Mais, aujourd'hui, le fils de Kolingba est ministre dans le gouvernement. Vous savez qu'ils collaborent très bien et le président s'est largement impliqué dans l'organisation des funérailles du président Kolingba. Les proches de Kolingba sont très liés à lui. Parce que le pardon existe. Le président Bozizé a donné un exemple de pardon. C'est aussi un point qui nous a amené à la réconciliation nationale. Ça c'est un acquis essentiel pour cohabiter, pour consolider l'unité nationale. Je vous assure que cela a entraîné un effort de sécurisation du pays. En RCA, les braqueurs étaient dans les grandes villes. Certains éléments des forces de l'ordre comptaient parmi les effectifs des braqueurs. Grâce au président Bozizé, ils ont été traqués. Ce qui permet aux citoyens des grandes villes de vivre en sécurité, de se promener et d'aller. Il suffit simplement d'avoir ses pièces d'identité. Pour nous qui avons vécu plusieurs années de mutinerie, de coups d'État et de rébellion, ces points sont fondamentaux.

Du point de vue social et économique, Bozizé paie les fonctionnaires chaque mois. Et ça, pour le centrafricain, c'est un plus. Il y a immédiatement une implication socio-économique. Il en est de même des bourses. Cette idée de rattacher la bourse au paiement des salaires se fait. L'université qui était un lieu des frondeurs est devenue un lieu de cohabitation, même les vacataires reçoivent régulièrement leurs frais de vacation. Dès qu'on a le salaire, la redistribution est faite à partir des achats, les commerçants, tout le monde a sa quote - part.

Depuis l'arrivée du président Bozizé aux affaires, deux grands dialogues ont été organisés. Le premier dialogue a rassemblé des millions de personnes. Ils sont venus des quatre coins du pays, pour discuter des problèmes de la RCA. Ces problèmes avaient été recensés sous la forme de plusieurs recommandations. J'avais été le président de suivi de ce dialogue national. L'exécution des recommandations du dialogue national avait permis de mettre sur pied un programme politique qui a permis à la RCA une sortie de crise jusqu'à ce jour. Ensuite, il s'est posé un problème politique parce que les différents groupes de rébellion insatisfaits avaient voulu qu'il y ait un dialogue exclusivement politique. Et cela a été fait. Et de ce dialogue politique inclusif, il y a aujourd'hui la présence en RCA de l'ancien président Patassé que Bozizé avait renversé. Tout ça, c'est grâce au dialogue politique.

Tout n'est pas réglé évidemment. Le groupe CPJP (groupe politico militaire) sévit encore. Mais nous pensons qu'un jour, l'occasion sera donnée pour régler définitivement le problème. Parce que l'essentiel est fait. Il y avait

plusieurs groupes de rebelles. Ils ont aujourd'hui accepté les négociations ; certains de leurs représentants sont même candidats.

Il y a par ailleurs d'autres acquis tels que le programme PPTTE (pays pauvres et très endettés ndr). La RCA fait partie des rares pays pauvres d'Afrique à avoir établi ce programme très rapidement. Et c'est une opportunité pour la RCA de s'ouvrir aujourd'hui sur le monde.

Les partenaires n'attendent que l'organisation des élections pour se bousculer à la porte de la RCA. Je sers d'interface aux investisseurs étrangers qui sont au Cameroun et qui régulièrement cognent à la porte de la RCA. Notre pays a eu des relations extrêmement difficiles avec les institutions internationales parce qu'il y avait une crise de confiance. Maintenant, la confiance est totale. Je suis convaincu qu'après les élections, avec tous ces acquis, l'avenir de la RCA est radieux. D'ailleurs, nous avons des richesses. Le sous-sol centrafricain a des richesses qui sont en train d'être explorées. Je vous dis : après l'élection présidentielle, les choses vont se préciser.

Que peut-on comprendre par la réhabilitation de l'Empereur Bokassa ?

Je faisais partie du dialogue national « Vérité et Réconciliation » de 2003. Et là, le débat était houleux sur le sujet « faut-il réhabiliter Bokassa, donner les biens aux enfants ou non ? » Nous avons dit qu'il fallait voir en même temps ceux qui sont morts et en même temps Bokassa. Et ça, c'est dans l'esprit de l'unité nationale. Je crois que l'action du président de la République s'inscrit dans la pacification du pays et de l'unité nationale. Et je sais aussi qu'on ne peut pas

oublier tous ceux là dont les parents sont morts parce que Bokassa les a exécutés. Mais dans l'esprit de l'unité nationale et la pacification, il fallait allier tout cela. Vous verrez que le président Bozizé a fait venir auprès de lui les anciens présidents. Alors, pourquoi ne pas réhabiliter Bokassa ?

Quels sont les défis qui attendent le futur élu à la magistrature suprême de votre pays ?

Chaque fois que le président de la République parle, il se fonde sur deux choses. Il parle de la paix qui est la base du développement d'un pays. Chez nous en RCA, nous sommes un pays béni par Dieu. Mais, il s'est toujours posé à nous un problème de gestion des relations, des biens (que Dieu nous a donnés) et de la paix. Le président Bozizé a toujours parlé de la paix ; et c'est un militaire qui le dit. Parce qu'il mesure l'importance de la paix sans laquelle rien ne peut être fait. A partir de cette paix, il parle du développement. La RCA est un pays qui souffre injustement. Comment voulez vous que la RCA depuis l'indépendance n'a qu'un lycée technique ? Cela n'est pas juste. Et le président le dit. Il faut prendre le temps de développer notre pays. Et il en fait une préoccupation fondamentale. Il rêve des hôpitaux qui peuvent être construits s'il y avait la paix en RCA. Parce qu'il y a des moyens. Rien ne justifie le fait qu'il faut aller à l'étranger pour les raisons de scanner. Comment expliquer qu'il y ait qu'une seule université ? C'est parce qu'il n'y a pas la paix. C'est cela qui a retardé la République Centrafricaine qui était un pays largement en avance en Afrique centrale.

Le défi économique est là. Dès que le président est arrivé au pouvoir, il a payé tous

ceux qui travaillaient dans la région cotonnière. Alors qu'ils n'avaient jamais été payés. Le programme agricole est dense. Il y a un programme de l'éducation mis en place et suite aux états généraux de l'éducation, il y a un programme de l'éducation qui sera exécuté juste après l'étape des élections.

Le programme politique du président Bozizé est aussi la sécurisation de la RCA. La RCA est un très grand pays, 622 000 km², très peu d'habitants (difficilement cinq millions). Et donc le pays est presque vide. C'est pratiquement trois habitants au m² qu'il faut protéger. Et le président suit de très près toutes les situations militaires du pays. Il réagit lui-même et rapidement sur tout ce qui fait l'objet d'attaque de la RCA.

Mais les militaires vous diront que l'économie est essentielle. La RCA était un pays non visité par les compagnies aériennes. Depuis l'arrivée du président, il y a un retour de grandes compagnies aériennes sur le ciel centrafricain. Je vous assure que ce n'est pas terminé. Autre défi, c'est l'exploitation de nos ressources du sous-sol. Notre pays ne peut pas continuer à vivre des impôts des travailleurs ou des entreprises qui sont là. Le défi de la RCA est en toute sérénité avec les partenaires et les pays amis des marchés. Et, il faut réfléchir sur les possibilités d'exploitation de ses richesses. Parce que ces richesses naturelles sont mises à la disposition des centrafricains par Dieu. Il faut en profiter. Presque tous les pays de la sous-région profitent déjà de leurs richesses.

AFRIQUE

Démocratie renversée

ELUS MAIS PAS PRESIDENTS

Si ça n'avait été l'entrée en jeu de la communauté internationale. Le Libéria, le Gabon et la Guinée seraient dirigés par ces personnalités élues par le peuple.

Georges Weah



C'est sous les couleurs du Congress for Democratic Change que l'ancienne star du football se présente à l'élection présidentielle libérienne, en 2005. Son pays sort d'une longue guerre civile. Durant ces années d'atrocité de honte, Georges Weah fait la pluie et le beau temps sur les stades de football en Europe et son talent lui permet de gagner, à part la gloire, mais aussi beaucoup d'argent. De tous les candidats en lice, le premier africain sacré meilleur joueur du monde est "propre", "innocent" des crimes commis

ANDRE MBA OBAME



"Je maintiens que les résultats proclamés par la Cour constitutionnelle ne reflètent pas la réalité. Dès lors, la position que l'on m'attribue m'importe peu. Les citoyens savent pour qui ils ont voté, et tous les observateurs de bonne foi savent également ce qui s'est réellement passé". André Mba Obame tenait ces propos le 16 Octobre 2009, tandis que Ali Bongo prêtait serment comme troisième Président du Gabon. Saisissant contraste de la cérémonie d'investiture empreinte de solennité montée par Ali Bongo, André Mba Obame cloîtré chez lui observe une grève de la faim.

Durant la brutale guerre civile. Et comme on pouvait s'y attendre, George Weah part favori des premiers sondages. Au finish, les chiffres officiels lui donne 40,4% des voix. Il a échoué devant l'économiste Ellen Johnson-Sirleaf. Cette dernière qui aura eu par le passé plusieurs postes à responsabilités, notamment à la Banque mondiale, aura eu pour seule argument électoral sa critique pour le manque d'éducation et l'inexpérience en politique de George Weah. La réplique de l'ancien goléador fut à la taille de l'injure. Habilement, il rétorquera que, la guerre civile qui a ravagé le pays n'était pas fille des personnes inexpérimentées en politique. Son soutien populaire ne cessa de grandir. Personne ne pouvait imaginer son échec. En fait de nombreux observateurs soutiennent que Georges Weah fut le véritable de l'élection présidentielle du Libéria en 2005. Mais est craint pour avoir toujours exprimé sa reconnaissance à Samuel Doe de l'avoir aidé à bâtir sa carrière footballistique.

"La grève de la faim que j'observe est une manière non violente, mais déterminée, de poursuivre le combat pour la démocratie dans mon pays. C'est un combat que j'ai débuté en 1981, à l'âge de 24 ans, au sein de l'opposition gabonaise en exil en France. J'ai poursuivi ce combat aux côtés de feu le Président Omar Bongo Ondimba, au cours des 25 années écoulées. J'attends que le président de la Commission de l'Union africaine, Jean Ping, vienne personnellement au Gabon, ou qu'il dépêche une mission de haut niveau comme il a proposé de le faire le 4 septembre dernier, au lendemain des tueries de Port-Gentil," s'est-il exprimé sur les colonnes du journal français l'Express. Lorsqu'il annonce sa candidature à l'élection du 30 Août 2009, l'ancien ministre de l'intérieur que ses partisans le surnomment "AMO", d'après ses initiales, Mba Obame révèle sans fioritures être le "fils spirituel" de Omar Bongo. "Pendant 25 ans, j'étais à côté (de lui), de jour comme

listique. Y ajouter la critique de son manque d'éducation et d'expérience en politique. Et, tout trouve, la communauté internationale a un argument pour faire valoir la démocratie renversée. Un saut sous le toit de Nelson Mandela, son idole, et Georges Weah jette l'éponge sans plus réchigner. Il ne sera pas l'homme qui fera repartir de plus belle la guerre civile au Libéria. A 44 ans, Weah vient d'annoncer son intention de se représenter pour l'élection de 2011. Il a eu le temps d'étudier dans une université américaine tout comme il a continué de fréquenter assidument des personnalités mondiales de la sphère politique et de l'économie. Mais alerte! Eugene Nagbe vient de jeter son tablier comme secrétaire générale du CDC. Il justifie son départ par la tournure radicale à la mode au sein du parti. Ellen Johnson-Sirleaf quant à elle n'a pas tenu sa parole de rester aux affaires le temps d'un mandat seulement. Et la communauté internationale alors?

de nuit. Pendant ce temps-là, certains étaient dans les grands avions pour aller dans les grands pays jouer aux princes, aux fils du président. Mais moi, j'étais là!". André Mba Obame, arrivera en deuxième position avec 25,88% des suffrages, derrière Ali Bongo, 41,73% selon les résultats officiels livrés par la commission électorale pour délivrer le verdict officiel des urnes de l'élection présidentielle du 30 août 2009. Mais, André Mba Obame a aussitôt persisté et signe qu'il était le président légitime du Gabon. «Clairement, j'ai gagné l'élection. La Cénap (commission électorale) n'a pas fait son travail jusqu'au bout, qu'elle le termine», Et pendant un bon moment, une question non sans intérêt se pose bien de savoir combien de présidents y avait-il au Gabon? La question est plus que jamais revenue dans l'actualité. A cause d'une récente diffusion sur la chaîne publique française, France 2, d'un documentaire sur la mafia orchestrée par "La Françafrique",

et dans lequel des autorités françaises au fait du dossier "Africain", s'émeuvent d'avoir été impliquées dans "la magie" ayant permis de faire basculer les suffrages entre Ali Bongo Ondimba et André Mba Obame, au point d'avoir attribué à l'un, le score réalisé par l'autre, avec à l'arrivée, la proclamation officielle des résultats que nous connaissons. De retour récemment à Libreville après cinq mois passés en France, André Mba Obame se dit le président légitime du Gabon. Devant les 1 200 sympathisants partis l'accueillir, AMO a déclaré: « nous sommes dans une situation comme en Côte d'Ivoire où il y a un président élu et un président légal ». Son ex-meilleur ami Ali Bongo lui, brandit la reconnaissance et les honneurs qui lui viennent à profusion des gouvernements français et américains, de l'ONU, de la CEMAC, bref de la communauté internationale. La pièce qui a manqué à AMO.

Cellou Dallein Diallo



"Je tiens à vous louer pour la dignité dans laquelle vous avez mené votre campagne électorale et pour les grandes qualités de dirigeant et d'homme d'Etat que vous avez exhibé dans vos discours prononcés suite à l'annonce des résultats définitifs de la récente élection présidentielle.

Dans l'intérêt de la paix, vous avez choisi de mettre votre pays en premier plan en décidant de respecter le jugement de la Cour Suprême. Votre comportement est le reflet de votre engagement ainsi que celui de votre parti en faveur de la construction et de la consolidation de votre démocratie naissante, non seulement pour les pays d'Afrique de l'Ouest mais aussi pour le monde. Je vous encourage à maintenir vos efforts pour assurer un ave-

nir plus radieux pour votre pays.

Je voudrais vous assurer mon soutien et celui de l'Organisation des Nations Unies dans l'effort de reconstruction de votre pays et de la consolidation de la paix et de la prospérité dans la sous-région," écrit Ban Ki Moon le 21 décembre dernier. Depuis qu'il a concédé à la victoire de Alpha Condé le 2 décembre dernier, l'ancien premier ministre guinéen croule sous des lettres de félicitation de ce genre. Arrivant principalement de la communauté internationale. Les gouvernements américains et français en tête.

" En Guinée, je me suis conformé aux résultats publiés par la Cour suprême, l'équivalent du Conseil constitutionnel ivoirien, sans être convaincu. La fragilité des institutions pose toujours problème en Afrique. Accepter les résultats m'a donné une nouvelle dimension. J'ai reçu les félicitations de Ban Ki-Moon, de Kofi Annan, du ministre britannique des Affaires étrangères et de Claude Guéant, le secrétaire général de l'Elysée. J'ai fait le bon choix, alors que beaucoup de gens ont compris qu'avec près de 44 % des voix au premier tour, j'aurais pu revendiquer une victoire", a-t-il dit dans une récente interview. A ceux qui lui disent bon perdant, Cellou Dalein Diallo ne cache pas son visage d'un homme à bout de nerfs et qui sans fioritures se clame vainqueur de l'élection du 7 novembre dernier." Je reste convaincu, comme vous, que notre victoire, inéluctable, est seulement différée" dira-t-il au moment où il remerciait ses militants au moment où il jeta l'éponge. Dans son discours, Cellou Dalein Diallo ne félicitera pas Alpha Condé. Et il signe niet pour entrer dans le nouveau gouvernement de Guinée. Dans tous les cas, personne d'autre, en Afrique, n'aura " permis à la Communauté Internationale de célébrer une rare « happy ending » dans le projet d'implémentation de démocratie - version occidentale - en Afrique", pour reprendre le commentaire de Boubacar Caba Bah, citoyen guinéen.

Celestin Ngoa Balla

AFRIQUE

Point de vue

Same Old Presidents



Robert Mugabe of Zimbabwe

With the eminent super drama brought about by Haiti's tyrannical Jean-Claude "Baby Doc" Duvalier, I am almost inclined to write a poem or song in protest of the very arrogance that men, leaders such as him display. On the heads of many Haitians, because of the deaths he caused and now feeding off of the tragedy that Haiti is going through, this man once again walks the streets of the land he terrorized with pride.

So do many of Africa's leaders all serving their exiles in semi seclusion in beach towns or the vineyards of Europe. There children are under different names as they continue to reach great progress in their lives without a second thought of what their family had put a nation through. They wait for the days that some dissatisfied government leaders start complaining and plan

to overthrow the government that they allowed to crumble. Then they enjoy the delusional memories that make them believe that they were at one time the greatest leaders, that only they could lead there land had it not been for the destructive citizens or rather peasants who would not know a good thing when it hit them. These are the sentiments that only mad men can walk around with and Africa and the Diaspora have seen many of those including 'Baby Doc' and his family.

It may look like a lot of wars, killings and destruction but when you have leaders who want to suppress a historically oppressed people, their will be strife. It is not irrational behavior to demand basic human rights and liberties that perhaps other nations do not find necessary. China may rule with an iron hand,

the same with Middle Eastern states but these countries were never colonized in a brutal and unjust manner by foreign missionaries and governments in the manner that Africa and the Caribbeans have. Africa has since been in turmoil, and its people have sort freedom and human rights relentlessly particularly because their own leaders did not measure up.

These old men, past revolutionaries, past guerrilla fighters and rebels who move on to become presidents still look upon their nations as war zones. Where one complaint, or expressed dissatisfaction deserves the cutting of limbs and slaughtering of whole tribes and villages. This is not the culture of African governing; Where kings and chiefs hold council, and elders and young people are present to express the sentiments of the nation. A chief understands his people and elders nurture even the youngest and most mature of kings. African leaders who themselves come from malnourished backgrounds, loose their sense of real tradition and culture and look upon their appointment in servitude as a sovereignty, and the the people as property. They read a book here and there about Karl Marx, Lenin and nod there heads to Mao's rule. They stand behind other mad men, rather idealists and philosophers come dicta-

tors, who brutally colonized their own lands and Africa.

Banking on their peoples ignorance they turn homeland security into squashing opponents and accusing innocent people of plotting against them. They see health as having a nurse in a small village, and building clinics that only have ibuprofen as a cure for all illnesses. There is never greater vision than that except for the opulent pleasures they grant themselves in their towns and overseas. Infrastructure is hard to discuss when it comes to Africa, where old colonial buildings still stand and are still the only ones standing. Accountability gets turned into this new wave of investigations, which may take years if not lifetimes to draw a simple conclusion. Not even Mr. Nelson Mandela could come up with a viable housing project for the displaced South Africans who settled in township for work or were moved by the apartheid government in order to build there own suburbs. Still in this instance he tried, they built matchbox houses that could not accommodate families, and many preferred to stay in their tin shacks. In all fairness we can never categorize South Africa as having not enhanced their infrastructure, they are the model for African states in this regard.

My point is this: that African leaders are not fighting for equal rights, for the regard of human rights or the betterment of their people. They have no respect for their nations whether it is Chantal

Biya and her shopping sprees in European fashion houses or even the esteem Nelson Mandela and his RDP housing. It all becomes the same after a while. Their myopic view of the African people who fought, and campaigned and despite terrible circumstances made it possible for them to be leaders are seen as ignorant, uneducated and poor and therefore they believe that they deserved to be in power and these people will be happy with anything; Robert Mugabe, bringing about change by throwing white people out of the land that honestly they held with clenched fists with his complacency, and what good was that for regular Zimbabweans?; Haitain dictator 'Baby Doc' arrogantly returning to Haiti with his nose up in the air as if Haitians are that ignorant and confused to put themselves through his terror again; Tunisian President Zine El Abidine Ben Ali enjoying an abundant life brought about by the Tunisian people, and forgetting his benefactors in the process; Laurent Gbagbo a narcissistic delusional power driven man who looks down upon his people and is prepared like former Congolese dictator Mr. Kabila to kill them for pursuing a better life; And many more all afraid of what will happen to them when they are not presidents. This is what will happen dear presidents, the people will demand a change.

Tuelo Minah

Congo :

Le neveu de Sassou Nguesso fait main basse sur le pays

A l'instar de la famille Ben Ali en Tunisie, la famille N'Gusso au Congo a fait main-basse sur les richesses du pays et mène une vie digne de stars hollywoodiennes et de milliardaires jet-setteurs. Et pour cause, Monsieur Edgar Serge Ruffin N'Gusso loue à l'année une luxueuse suite à 11 000 euros la

nuit hors frais annexes (tels que les frais de parking pour sa Ferrari et sa Mercedes classe S qui y sont stationnées en permanence), soit plus de 4 015 000 euros annuels (11 000*365j) à La « Réserve Paris », située dans le très recherché 16ème arrondissement, place du Trocadéro. Avec ses 10 appartements privés et sécurisés, de 150 à 300 m². La « Réserve Paris » est une adresse rare, qui se veut intime et prestigieuse dans les moindres

détails : vaste gamme de services hôteliers à la demande, concierge digne d'un 5 étoiles, gouvernante de jour, voiturier exclusif, chef à domicile... Jusqu'au choix de la bibliothèque ou à la sélection musicale, tout a été pensé pour offrir à chaque instant un confort de rêve à ses très riches locataires. Mélant le confort technologique à la splendeur d'une décoration contemporaine signée Rémi Tessier, La Réserve Paris offre une vue spectaculaire sur la Tour

Eiffel. Un cadre unique loué pour des séjours, à partir de 3 nuits et pour une durée au choix. Qui a dit que le Congo était un PAYS PAUVRE et surtout qui a dit que l'enquête ouverte à Paris sur les Biens Mal Acquis empêchait Sassou N'Gusso et ses proches de dormir dans le luxe à Paris ? Il existe tout de même une différence entre la Tunisie et le Congo, et elle est de taille, c'est qu'en Tunisie la jeunesse est capable de se lever spontanément, de sur-

monter la peur et prendre tout son courage pour vaincre la dictature, tandis qu'au Congo, presque tout le peuple est totalement corrompu et assoiffé d'argent facile, donc pratiquement incapable de créer la surprise et chasser ses « spolieurs » pour prendre son destin en main. Comme quoi les problèmes se ressemblent mais les peuples ne se ressemblent pas. Jacques Henri DESMAREST Lynx.info

AFRIQUE

Bonnes feuilles

La France ne comprend plus l'Afrique**L'attentisme de la France vis-à-vis de l'Afrique lui fait perdre de son capital sympathie et diminue son influence. La «patrie des droits de l'homme» ne fait plus rêver.**

Ben Ali: fin de parcours

La chute brutale de Ben Ali a provoqué la stupeur dans tout le Maghreb. Son départ en catastrophe le 14 janvier dans un avion à destination de l'Arabie saoudite a tout autant étonné. Les moins surpris par cette «révolution du jasmin» n'ont pas été les autorités françaises — alors que la France est sensée est une très grande connaissance des réalités tunisiennes. Plus de 1.000 entreprises françaises sont installées à Tunis et 25.000 Français vivent dans cet ancien protectorat où un million de Français prennent chaque année des vacances. Et pourtant, il semble bien que la France n'ait rien vu venir du ras-le-bol populaire face à un président au pouvoir sans partage depuis 23 ans. Véritable dictature dans laquelle les journalistes tunisiens et étrangers étaient empêchés d'exercer leur profession et toute la population bâillonnée, sans que cela gêne outre mesure les dirigeants français. De Jacques Chirac à Nicolas Sarkozy, ils ne manquaient jamais de faire l'éloge du «modèle tunisien», de cette «belle démocratie» où l'opposition avait été brisée (seuls les partis aux ordres avaient le droit à une existence légale; ainsi, il était sûr d'être réélu avec

90% des suffrages lors de chaque présidentielle, les autres candidats ayant fréquemment la sagesse d'appeler à voter pour Ben Ali), et où, en 2002, Ben Ali avait ouvert la voie à une présidence à vie. La France aveugle Alors que le régime Ben Ali faisait tirer début janvier à balles réelles sur la jeunesse qui manifestait — selon l'opposition, 90 Tunisiens ont été tués —, la France a eu cette étrange idée: par la voix de sa ministre des Affaires étrangères, Michèle Alliot-Marie, elle a proposé de mettre à la disposition des Tunisiens «le savoir-faire de nos forces de sécurité, reconnu dans le monde entier.» Curieuse proposition dans un ex-protectorat. D'ailleurs, le régime de Ben Ali s'en est servi en disant aux manifestants: «Si vous continuez à protester, les Français vont revenir nous coloniser». Obnubilée par son désir de faire partager ce «savoir-faire» made in France en matière de maintien de l'ordre, Paris n'a pas vu monter la colère tunisienne. La France n'a pas compris que désormais cette jeunesse n'acceptait plus le «vieux monde de Ben Ali», celui de sa censure et de ses flics surannés. Pour ceux qui ont été rebaptisés localement les «Fa-

cebookiens» — car les jeunes Tunisiens sont très présents sur les réseaux sociaux — l'information doit circuler librement. De jeunes blogueurs se sont improvisés journalistes afin de rendre compte de la révolte de leur génération. Loin des lieux de pouvoir traditionnels fréquentés par les officiels français et tunisiens, un nouveau pays s'est dessiné. Et la vieille France a donné l'impression d'être dépassée par les événements. Tout comme elle n'a rien vu venir des mouvements agitant l'opinion en Afrique noire. Juste après la proclamation des résultats de l'élection présidentielle du 28 novembre en Côte d'Ivoire, Nicolas Sarkozy a donné 72 heures à Laurent Gbagbo pour quitter le pouvoir. En agissant ainsi, il a donné — à son corps défendant — un sérieux coup de main au président sortant. Après cette sortie de Sarkozy, le ministre de la jeunesse de Gbagbo, Charles Blé Goudé, s'est senti ragailardi. Il avait trouvé un nouveau terreau à son «nationalisme». L'autoproclamé «général de la jeunesse» a rappelé que Gbagbo n'était pas un «sous-préfet français». Et il a accusé «la France de Sarkozy» de préparer un «génocide en Côte d'Ivoire». Le «French bashing» est devenu une valeur sûre, à Abidjan comme ailleurs en Afrique francophone. L'Afrique de plus en plus hostile à la France Paris a aussi accru le ressentiment d'une partie de l'opinion africaine en participant à des opérations militaires contre AQMI (Al Qaïda au Maghreb islamique) au Mali et au Niger. Depuis une action militaire conjointe avec l'armée mauritanienne pour tenter de libérer en juillet 2010 l'otage Michel Germaneau, le président mauritanien est présenté par une

partie de son opinion publique comme «l'homme des Français» dans la région. Une image dont il se serait bien passé. Dans ses ex-colonies, la position de la France n'est jamais aisée. Si elle s'implique, elle est accusée d'ingérence ou de néo-colonialisme. Mais si la France garde le silence, elle est accusée d'indifférence. Le discours de Dakar au cours duquel Nicolas Sarkozy affirmait en 2007 que l'homme africain n'était pas suffisamment rentré dans l'histoire avait lui aussi fait croître les sentiments anti-français. «Les plus jeunes africains n'acceptent plus ce paternalisme de l'ex-puissance coloniale. Du coup, ils deviennent de plus en plus hostiles à la France», analyse l'écrivain Marcus Boni Teiga. Sur le continent, la France donne fréquemment l'impression d'être obsédée par le maintien du statu quo et la défense des pouvoirs en place. Au point d'encourager les successions dynastiques. Au Gabon, avec Ali Bongo qui succède à son père lors d'une élection très contestée en 2009, ou encore au Togo. Dans cette ex-colonie française, Faure Gnassingbé a remplacé en 2005 Gnassingbé Eyadéma, après un scrutin également sujet à caution. «Et maintenant, les Africains pensent que Paris pourrait aider le président sénégalais Abdoulaye Wade à mettre en place une succession dynastique au profit de son fils Karim, explique l'écrivain sénégalais Barka Ba. L'image de la France n'en sort pas grandie.» La France n'est pas la seule démocratie à soutenir des régimes en mal de légitimité. Mais les Etats-Unis donnent le sentiment d'être plus réactifs aux changements. Comme s'ils humaient mieux l'air du temps. Ainsi, en 1997, ils ont lâché Mobutu bien avant les

Français, alors qu'ils l'avaient pourtant considérablement aidé à prendre le pouvoir et à s'y maintenir pendant trente ans. Lors de la crise tunisienne, les Etats-Unis ont très vite pris fait et cause pour les manifestants et, rapidement, ont laissé tombé Ben Ali alors qu'ils s'accommodaient jusqu'à présent fort bien de son pouvoir dictatorial. En matière de respect des droits de l'homme et de démocratisation, la France ne fait pas preuve d'une grande intransigeance avec ses alliés dans la région. Les pressions pour accélérer la démocratisation au Maroc, en Algérie ou en Tunisie sont très timides. D'autant que ces pays promettent d'aider la France dans sa lutte contre le terrorisme islamiste. Sous une pression plus forte de la France, le régime Ben Ali aurait sans doute accepté de se démocratiser ou au moins de se libéraliser, et ne se serait sans doute pas écroulé comme un château de cartes. Cet attentisme est sans doute une erreur. A force de cécité, la France perd le capital de sympathie dont elle jouissait dans la région. D'autant qu'elle ferme ses frontières et qu'une partie de ses élites développe un discours anti-musulman. En Afrique noire et au Maghreb, la «patrie des droits de l'homme» ne fera bientôt plus rêver les Facebookiens. Et l'influence de la France en sera d'autant plus réduite. Pierre Cherruau, Rédacteur en chef de Slate Afrique, il a dirigé le service Afrique de Courrier International. Il est l'auteur de nombreux ouvrages dont récemment «Chien fantôme».

PERSPECTIVES

Ban Ki-moon expose ses priorités pour l'année 2011

De la promotion du développement durable à la lutte contre le changement climatique, en passant par l'autonomisation des femmes et la non-prolifération nucléaire, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a énoncé vendredi 16 janvier dernier, ses priorités pour l'année à venir.

« Le succès pour relever ces défis n'appartient pas à chacun d'entre nous. Il dépend de nous tous, ensemble », a-t-il déclaré dans un discours devant les 192 Etats de l'Assemblée générale de l'ONU.

« Vous avez été essentiels pour générer les progrès que nous avons réalisés ces dernières années. Et votre engagement, vos initiatives et votre leadership sont essentiels pour que nous réalisions ce programme ambitieux », a-t-il poursuivi, avant de souligner que si l'année 2010 avait été « difficile » pour l'ONU, 2011 le serait « encore plus ».

En tête des priorités du Secrétaire général, les actions en faveur du développement durable, en dépit du contexte de récession mondiale. « Les gens sont inquiets pour leur emploi, leur sécurité, l'avenir de leurs enfants », a déclaré Ban Ki-moon, rappelant la Conférence de l'ONU organisée à Istanbul en mai dernier pour promouvoir

un programme d'action de 10 ans destiné à assurer la sécurité alimentaire, le travail décent, la réduction des risques de catastrophe, la résilience au climat et la croissance des énergies propres dans les pays développés.

Evoquant ensuite le changement climatique, il a souligné les avancées dans les domaines de la réduction des émissions de gaz à effet de serre, de la protection des forêts, du financement, de l'adaptation et des transferts de technologie, obtenues à la Conférence de Cancún, au Mexique, le mois dernier. « Une fois de plus, il y a une base pour démarrer », a-t-il dit. « Soyons les leaders pour passer à l'action ».

Troisième priorité stratégique de l'ONU en 2011, le renforcement de l'autonomisation des femmes, pour lequel Ban Ki-moon s'est engagé à promouvoir l'égalité des sexes, à combattre la violence contre les femmes et à augmenter leur nombre dans les postes à responsabilité au sein de l'ONU. « Prenez n'importe quel

problème - le changement climatique, le développement, la paix et la sécurité : quand les femmes font partie de la solution, le monde a de meilleurs résultats », a-t-il souligné.

démocratie en Côte d'Ivoire, ou bien le travail réalisé au Soudan, pour mettre un terme aux conflits au Darfour et dans le sud du pays.

Autres priorités pour effi-

questions concernant la sécurité nucléaire et le terrorisme nucléaire », a déclaré Ban Ki-moon à la tribune de l'Assemblée générale.

Enfin, il s'est engagé à renforcer les Nations unies, en construisant une organisation plus moderne, plus souple, et par conséquent mieux à même de relever les défis du 21ème siècle. « Nous bénéficierons tous d'une ONU de plus en plus transparente, plus responsable, plus efficace et plus mobile », a-t-il insisté.

« Comme je l'ai souvent dit, dans le monde compliqué et complexe d'aujourd'hui, les progrès ne se font pas du jour au lendemain. Ils viennent par étapes - certaines plus longues que d'autres. Mais l'essentiel est de continuer à avancer - avec une inlassable détermination, avec une diplomatie tenace. Vous pouvez compter sur moi. Il n'y a pas de doute, le monde a besoin d'une ONU plus forte », a conclu le Secrétaire général.



Ban Ki Moon: l'homme sur le terrain

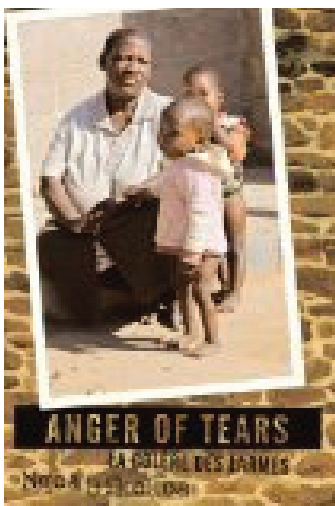
Devant les Etats membres, le Secrétaire général a ensuite indiqué qu'il entendait encore « mettre l'accent sur la promotion d'un monde plus sûr », à l'instar des efforts continus déployés par l'ONU pour assurer stabilité et

cace des ressources dans le cadre d'une réponse vraiment globale aux crises ».

Abordant ensuite la non-prolifération nucléaire, le chef de l'ONU a souhaité maintenir

La Colere Des Larmes

Prenez rendez-vous avec celui que Moshe Libah, poète, peintre et ancien ambassadeur d'Israel au Cameroun aimait appeler "le plus doué des poètes de sa génération".



\$ 15

Contact: 347-488-7093

NGOA BIKOKOA

*"Il pleut
Il pleut sur mon pays
Une pluie
Qui ne finit pas"*



2059 Mc Graw Ave Suite 12 E Bronx New York 10462

Tel: 646-796-8159/Fax: 347-281-4490

Integrationnews@hotmail.com

www.integrationnews.com

Directeur de Publication

Franck Felix Gutenberg K

Responsable Commercial & Marketing

Taous Bennai

Responsable Financier

Bassou Agnes

Redacteur en Chef

Celestin Ngoa Balla

Collaborateurs

P.Essindi

Biambi Thomas

Ngankui Jean-Blaise

Tuelo Minah

Sany N. Samuel

Montage

Paul Teller

Assistants

Brian Nawroth

Curtis Williams

Guidéon Tumah

Saint Kitts

LA J'OUVERT 2010

Tradition respectée. Les habitants de la petite île de Saint Kitts ont fêté, le mois dernier, le carnaval comémorant la fin de la traite négrière. Pour vous Intégration était là et vous livre un reportage exclusif en images.



Minister responsible for Tourism, Honourable Richard Skerritt greeting onlookers.



Local opthamologist playing with the troupe Ship A Hoy! costume entitled Pirates of the Caribbean.



Successful businessman, local Manager for AA, and a parliamentarian all dancing through the streets on parade day!



Player with the group Phunn Makers; their tribute to Calypso legend "King Ellie Matt"



Members of Blue Devils



The Clown Red Devils

CARAIBES



Local business woman, and one of the annual Mas players from the Troupe by Inferno.



King of the Band for 2010; from the group "Ship A Hoy!"



"Under the Sea" group- this section is called Conchs.



Under Saint Kitts high security



Integration news correspondent



Folklore group "The Clowns"



Hot!!! Hot!!! Hot!!!

SPORT

Football

ADEBAYOR AU REAL DE MADRID



Et si on demandait le fait qui, cette saison, aura fait le plus entendre parler de Adebayor? Ce ne sera jamais l'histoire d'un but fumant ou pas. Non plus l'histoire d'une action balle au pied qui a laissé tous le monde pantois. En fait pas étonnant du moment où le meilleur joueur togolais de tous les temps a rarissimement porté le maillot de Manchester City depuis le début de cette année.

Au cours d'une récente séance d'entraînement, Adebayor et le défenseur ivoirien Kolo Touré en sont venus aux mains. L'histoire immanquablement fit la une de tous les journaux spécialisés dans le football à travers le monde. Le togolais aurait lancé des mots à son coéquipier à la suite d'un tackle dur sur lui. Sans crier garde, le colosse défenseur ivoirien aurait chargé. L'empoignade se dissipa en une éclaircie, mais suffisant pour susciter des commentaires dans le monde entier.

Ceux qui connaissent l'admiration que Emmanuel Adebayor a pour l'avant-centre ivoirien de Chelsea Didier

Drogba se demandent, si ce n'est en réalité, pour sa défense que le togolais s'en prenait à son coéquipier africain de Manchester City. "Nous sommes particulièrement affectés par les événements qui marquent la Côte d'Ivoire aujourd'hui et en appelons à la raison pour que cesse toute violence. Nous souhaitons faire cet appel solennel à l'apaisement dans notre pays pour éviter de nouvelles vies sacrifiées. Nous défendons farouchement la démocratie et estimons que nous, peuple ivoirien, méritons qu'elle triomphe. Il faut que la crise politique grave cesse enfin pour préserver l'intégrité des femmes et hommes de Côte d'Ivoire. Nous souhaitons qu'une issue rapide soit trouvée pour que le troisième tour des élections ne se déroule pas dans la rue et entraîne les drames des affrontements. Nous nous élevons contre toute partition du pays qui se ferait au détriment du peuple", avait déclaré Didier Drogba dès le début de la crise qui mine actuellement la Côte d'Ivoire.

Plutôt que de saluer, Kolo Touré s'indignait de n'avoir été consulté par son capitaine de la sélection. En même temps qu'il criait ne pas se reconnaître dans la déclaration de Drogba. "Kolo Touré doit certainement être mû par des intérêts inavoués", reprocha pour sa part un journaliste ivoirien. Une critique reprise par Adebayor?

Desormais, Emmanuel Adebayor est sur une rampe qui noie son dans de la fumée son fameux pugilat. Le joueur qui a trop chômer cette saison est à un doigt de signer dans le Réal de Madrid, la plus prestigieuse équipe du monde. Mourinho le veut pour un prêt de six mois avec possibilité d'achat à la fin de la saison. Le coach portugais est en fait lancé dans la chasse du togolais depuis l'époque où il avait la direction de Chelsea. L'intérêt de Mourinho pour Adebayor vient d'être ravivé depuis l'entrée à l'infirmerie, pour au moins quatre mois, du feu follet argentin Gonzalo Higuain.

Il faut dire que c'est depuis longtemps que Emmanuel Adebayor attend. Dès l'ouverture de la saison, il lui fut signifié par le staff de Manchester City qu'il sera libéré après juste une saison passée au club. La raison? Le club qui compte un effectif de 38 joueurs se voit obligé de se plier à la loi de la fédération anglaise de football qui exige un maximum de 25 joueurs par équipe et valant un maigre chèque. Mais Manchester City prit du temps pour se garantir de la présence d'un suppléant efficace. Avec le débarquement du bosniaque Edin Dzeko, l'ancien ballon d'or africain peut faire ses bagages. A défaut du Réal Madrid, il est demandé par Tottenham, Fulham, Monaco. Il a déjà décliné les sollicitations de Liverpool et Aston Villa. La Juve et le Milan Ac furent les premiers à lui demander de signer.

Thomas Biambi

Coupes du monde au Ghana, en Tunisie et au Zimbabwe?

Les trois pays africains postulent pour abriter les compétitions mondiales de football des catégories junior et cadet en 2013, 2014 et 2015, indique le site de la Fifa. Le Ghana est candidat au Mondial de la catégorie des cadets en 2013 et des cadettes en 2014. La Tunisie quant à elle postule pour les Coupes du monde 2015 des catégories juniors et moins des moins de 17 ans. Le Zimbabwe s'annonce quant à lui pour la Coupe du monde féminine de 2015. La Fifa rendra son verdict lors de la réunion de son bureau exécutif qui aura lieu du 2 au 3 mars prochain à Zurich, en Suisse. Si ces pays africains sont retenus, l'Afrique serait ainsi pour la deuxième fois consécutive le théâtre des compétitions internationales de football, après le succès des séniors en Afrique du Sud en 2010. Le continent africain aura également pour la première fois organisé une Coupe du monde féminine, cadettes ou juniors. La Fifa indique que l'organisation des compé-

titions mondiales a suscité plusieurs candidatures cette année par rapport aux éditions précédentes : une manière pour ces pays de faire la promotion du football de leurs pays afin de développer la discipline. « Nous avons reçu des candidatures des quatre coins du monde, certaines émanant d'associations membres qui ont déjà organisé une ou plusieurs compétitions de la Fifa, d'autres de fédérations se portant candidates pour la première fois », a expliqué Jérôme Valcke, secrétaire général de l'instance mondiale de football. Rappelons tout de même que l'Afrique n'en est pas à son premier succès concernant les coupes du monde cadets et juniors. L'Égypte avait organisé les Coupes du monde juniors et cadets de 1997. Le Nigeria, lui, abritait la Coupe du monde des moins de 20 ans en 1999 et la dernière édition cadets. La Tunisie avait accueilli la toute première Coupe du monde junior. Elle espère réitérer un demi-siècle plus tard.

Pays candidats pour l'organisation de ces compétitions Fifa :

Coupe du monde U-17, 2013 : Ghana et Émirats arabes unis

Coupe du monde U-20, 2013 : Turquie, Émirats arabes unis et Ouzbékistan

Coupe du monde féminine U-17, 2014 : Costa Rica, Ghana, Macédoine, Russie, Émirats arabes unis et Ouzbékistan

Coupe du monde féminine U-20, 2014 : Canada, Zimbabwe

Coupe du monde U-17, 2015 : Chili, Russie, Tunisie et Pays de Galles

Coupe du monde U-20, 2015 : Nouvelle-Zélande, Pérou, Tunisie et Pays de Galles

Coupe du monde féminine 2015 : Canada, Zimbabwe

Tiras Andang